

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS | **A. PÉRIER**
 Rédacteur en chef. | Administrateur.
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction
 102.47 Administration
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESANT
 Fondateur
 RÉDACTION
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS
 ABONNEMENT
 Trois Mois Six Mois Un An
 Seine, Seine-et-Oise. 15 30 60
 Départements. 18 75 37 50 75
 Union Postale. 21 50 43 86
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

LE DOSSIER DE L'ENQUÊTE

DE LA COUR DE CASSATION

Il est dans la tradition du Figaro de toujours donner le premier, à l'heure voulue, le document sensationnel que tout le monde attend.

C'est ce que nous faisons aujourd'hui en publiant l'enquête qui est soumise en ce moment, par la Chambre criminelle, à toutes les Chambres réunies de la Cour de cassation.

Nous le faisons avec d'autant plus d'empressement qu'en livrant ainsi au pays tout entier, impartialement et sans commentaires, des documents incontestables dans leur intégralité et dans leur authenticité, nous avons conscience de mériter l'approbation de tous ceux qui veulent la pleine lumière et qui souhaitent avec impatience l'apaisement unanime qui en découlera.

Nous ne faisons, d'ailleurs, que devancer de quelques semaines le désir du gouvernement lui-même, qui a maintes fois déclaré, à la tribune, que l'ensemble de l'enquête serait livré au public par ses soins.

Nous rappelons que cette enquête se compose exclusivement de dépositions dictées et signées par leurs auteurs.

Les documents que nous publions aujourd'hui, et qui constituent les premières pages du premier volume de l'enquête, concernent exclusivement le commandant Esterhazy et les faits qui l'ont amené devant le Conseil d'enquête du mois d'août 1898. Ce sont :

1^o Le rapport du colonel Kerdrain sur les faits reprochés au commandant Esterhazy.

2^o Le procès-verbal des deux séances du Conseil d'enquête, des 24 et 27 août 1898.

3^o La lettre d'envoi du général Zurlinden, transmettant au ministre de la guerre le dossier du Conseil d'enquête devant lequel avait comparu le commandant Esterhazy.

Nous procédons par l'ordre chronologique de l'enquête elle-même.

1^{er} DOCUMENT

Rapport du colonel Kerdrain

Rapport du colonel Kerdrain sur les faits reprochés à M. le comte Esterhazy, actuellement en non-activité pour infirmités temporaires, et traduit devant un Conseil d'enquête.

Paris, le 22 août 1898.

Avant de relater les faits qui amènent devant le Conseil d'enquête M. le comte Esterhazy, nous croyons devoir rappeler brièvement les services de cet officier supérieur.

Entré au service en 1870 comme sous-lieutenant, au titre étranger, provenant de la légion romaine, M. Esterhazy assiste à divers combats livrés par l'armée de la Loire et s'y fait remarquer par son entrain, sa bravoure. Lieutenant le 21 février 1874, il est promu capitaine au choix le 16 septembre 1880. Il est mis hors cadre, au titre des affaires indigènes de la Tunisie, par décision ministérielle du 17 février 1882; il reste dans ce service jusqu'au 29 février 1884, date à laquelle il est affecté au 7^e bataillon de chasseurs à pied, puis au 18^e en garnison à Courbevoie.

Promu, toujours au choix, au 41^e de ligne le 10 juillet 1892, cet officier passe avec son nouveau grade au 74^e de ligne. Son stage terminé, il est maintenu dans son corps comme chef de bataillon, du cadre complémentaire. Les notes obtenues par cet officier dans les divers régiments où il a servi sont en général bonnes, souvent élogieuses, mais il y a lieu de retenir cette appréciation du lieutenant-colonel du 74^e, appréciation qui figure au feuillet du personnel du commandant Esterhazy, à la date de juillet 1896 :

Fait toujours partie du cadre complémentaire et n'est employé qu'à des services particuliers, où il ne paraît pas apporter la même exactitude que par le passé. Du reste, depuis le séjour du régiment à Paris, cet officier supérieur semble avoir une existence un peu brouillée. Est-ce dû à des dissentiments de famille ou peut-être à des difficultés d'argent ? Sans pouvoir rien préciser, puisqu'il n'est parvenu ni à plaintes ni à réclamations sérieuses pour dettes, j'estime qu'un changement important est survenu dans la vie privée du commandant Esterhazy.

Proposé pour la non-activité pour infirmités temporaires, il est placé dans cette position par décision présidentielle du 17 août 1897.

Il ne nous appartient pas de rappeler les tristes événements auxquels a été mêlé le nom de cet officier supérieur, le Conseil de guerre l'ayant acquitté des accusations graves portées contre lui, la

juridiction civile l'ayant renvoyé des fins d'une plainte pour faux et usage de faux, mais d'autres faits graves ont été révélés ou se sont produits dans le cours des divers procès auxquels a été mêlé cet officier. Nous les examinerons en essayant de suivre un ordre chronologique.

Au cours des années 1882, 1883, 1884, M. Esterhazy, alors capitaine aux affaires indigènes en Tunisie, échangea une correspondance suivie avec une de ses parentes, Mme de Boulancy. Ces lettres, d'abord tenues secrètes par le destinataire, furent communiquées par elle en 1897 à diverses personnes, particulièrement au sieur X... qui, cédant un jour aux instances de M. Scheurer-Kestner, lui confia une lettre contenant des propos indignes d'un officier, d'un Français. Ce dernier crut devoir — pour les besoins d'une cause, dont il s'était fait le défenseur — informer l'autorité militaire de l'existence de ce document. Nous n'appréhensions pas ici la conduite de Mme de Boulancy et des tiers auxquels elle a confié une correspondance toute privée et compromettante pour son parent.

L'autorité militaire, qui procédait à cette époque à une instruction contre le commandant Esterhazy, se fit remettre le paquet de lettres que détenait Mme de Boulancy.

Avant d'en faire connaître la teneur, nous devons déclarer que la plus compromettante, celle dite du « ulhan » et communiquée à M. Scheurer-Kestner en particulier, a été niée par le commandant Esterhazy, et soumise à l'examen de trois experts commis par l'autorité militaire, ceux-ci ont déclaré :

1^o La pièce litigieuse et l'enveloppe ne sont pas contemporaines ;
 2^o Cette pièce nous paraît être d'une origine très suspecte, et nous semble plutôt une imitation courante et à main levée de l'écriture du commandant Esterhazy qu'une pièce originale.

Restaient maintenant les autres lettres que nous nous proposons d'examiner devant le Conseil. Dans l'une d'elles, le capitaine Esterhazy s'exprime en ces termes sur ses supérieurs :

C'est honteux de voir tout le remue-ménage que ces grotesques généraux font pour quelques cavaliers qui devraient les faire rougir en leur montrant l'exemple du courage et de la hardiesse. Tous ceux-ci ont encore la botte prussienne marquée plus bas que le dos et ils tremblent de peur devant leur ombre.

Dans d'autres correspondances, formulées toujours son opinion sur des officiers généraux de notre armée, dont un en particulier a occupé une des plus hautes situations, il s'exprime en ces termes :

Certain officier général est résolu à faire le farceur, nous n'en avons jamais douté ici ; d'ailleurs, il a fait bien d'autres crasses. De grands événements se préparent, et la première vraie guerre, tous ces grands chefs ricardement battus, car ils sont à la fois politiciens et ignorants, iront une fois de plus peupler les prisons allemandes qui seront encore trop petites pour les contenir, car toutes les faces de ces sauteurs sont de peu de poids devant les beaux régiments prussiens si bien unis et si bien commandés, etc.

Ce sont évidemment les récriminations d'un officier mécontent et frondeur qui ne se voit pas accorder la récompense qu'il croit avoir méritée, mais peut-on admettre, même dans une correspondance privée, qu'un Français tiennne un pareil langage ? Notre cœur de Français se révolte et rien ne peut excuser un pareil langage. En donnant un libre cours aux idées malsaines qui hantaient à cette époque son cerveau, le capitaine Esterhazy a commis une faute grave contre la discipline.

Nous passons maintenant à l'examen des trois lettres écrites par le commandant Esterhazy à M. le Président de la République les 29, 31 octobre et 5 novembre 1897.

A la suite d'une lettre adressée à M. le commandant Esterhazy vers le mois d'octobre 1897 et signée « Espérance », lettre dans laquelle l'anonyme le prévenait des dangers qui le menaçaient, des machinations ourdies par ses ennemis pour le perdre, cet officier supérieur écrivit successivement trois lettres à M. le Président de la République, réclamant, sur un ton comminatoire, que le scandale fait autour du nom d'un descendant des Esterhazy soit arrêté, que justice soit faite contre l'infâme instigateur du complot tramé contre lui, sinon l'intervention du chef d'une nation étrangère serait son dernier et suprême recours.

Quel que soit l'état d'affolement, de surexcitation dans lequel se trouvait le commandant Esterhazy, jamais cet officier n'aurait dû avoir la pensée d'adresser de pareilles menaces au premier magistrat de la France ; son patriotisme aurait dû arrêter sa plume.

Nouvelle faute contre la discipline, de la part de cet officier qui, semblable, en outre, avoir oublié que l'honneur faisait partie du patrimoine légué par ses ancêtres.

Vers la même époque, paraissaient, dans le journal la Libre Parole, certains articles signés Dixi qui, s'ils n'étaient pas rédigés par le commandant Esterhazy, étaient au moins inspirés par lui.

Cité à comparaître devant le juge d'instruction, cet officier s'est borné à déclarer qu'il avait donné divers renseignements pour la rédaction de trois articles parus dans le journal précité et intitulés : « Le Complot », « le Copain », et « M. Scheurer-Kestner ».

Il ne devait pas ignorer les ordres du ministre de la guerre, en collaborant à une feuille quotidienne ou en inspirant ses articles. Nouvelle faute contre la discipline à relever contre le commandant Esterhazy.

Tout dernièrement encore, cet officier supérieur, se voyant sous le coup d'un conseil d'enquête, manifesta son in-

tention, au cours d'une entrevue que lui avait accordée M. le général commandant le département de la Seine, de peser sur l'esprit de ses chefs par des procédés inavouables. Nous devons reconnaître que dans une lettre datée du 8 juillet 1898, c'est-à-dire trois jours après cet entretien, il exprima le regret des propos qu'il avait tenus et jura de ne pas se servir des papiers compromettants qu'il avait dans les mains.

Nous examinerons maintenant la conduite privée du commandant Esterhazy. Les documents sur lesquels nous nous appuyons sont : le résumé des rapports fournis à M. le ministre de la guerre par la préfecture de police et des lettres du commandant.

Avant d'être dans la position de non-activité, M. Esterhazy, alors chef de bataillon au 74^e de ligne, en garnison à Paris, installa, en janvier 1896, dans un appartement sis au 49 de la rue de Douai, dont le loyer est d'abord en son nom, une ancienne femme galante, Mlle Pays, dont il fait sa maîtresse ; il habite avec elle.

Au mois de décembre 1897, ledit loyer a été transféré au nom de Mlle Pays. Nous nous bornons à relater le fait, laissant au Conseil le soin d'apprécier les causes de cette substitution de nom sur les rôles des contributions.

Dans un autre rapport de police, qui revêt un caractère de haute gravité, le commandant Esterhazy est accusé d'avoir accepté de commander, pour une somme de 5,000 francs, une proxénète qui tenait une maison de rendez-vous dans le quartier de la gare Saint-Lazare. Dans une des entrevues, le commandant déclara se nommer « Rohan-Chabot », et, quelques mois plus tard, il déclara son véritable nom, « Walsin-Esterhazy », officier supérieur de l'armée française.

La correspondance lui était adressée au Jockey-Club, au château de Dammarville, à Sainte-Menehould.

A un certain moment, la proxénète, dont les affaires, paraît-il, étaient moins que prospères, fit part de sa situation précaire à celui qu'elle appelait « son associé ».

Le commandant Esterhazy lui proposa de se charger, moyennant une forte somme, de trouver une jeune fille pour marier son neveu, âgé de vingt et un ans, qui habite Bordeaux avec sa fille. La susdite tenancière le mit, déclare-t-elle, en rapport avec un certain Roussel, sorte d'agent matrimonial qui avait une jeune orpheline très riche à marier. Ledit Roussel posséderait des lettres du commandant.

Nous avons d'ailleurs retrouvé au dossier une lettre rédigée sous forme de billet, dans laquelle le signataire (une simple lettre alphabétique pour le désigner), l'engage à faire toutes les démarches nécessaires, lui assurant en cas de réussite la somme de 10,000 francs environ.

Au dossier, se trouvent également jointes les photographies de trois lettres écrites, d'après le rapport de police, par le commandant Esterhazy au sieur Lévy, autre agent matrimonial. La lecture de ces documents me permet de constater, non sans une certaine tristesse, que celui auquel ils sont attribués, se montre peu scrupuleux dans le choix de la jeune fille destinée à son neveu. La moralité ne serait qu'une question secondaire et on passerait sur toutes espèces de choses scandaleuses, pourvu qu'elles ne crévent pas les yeux de tout le monde. Une forte somme serait la récompense du service rendu.

De pareilles compromissions d'argent avec une proxénète et un agent matrimonial, véreux au suprême degré, dénotent chez leur auteur un abaissement de sens moral, incompatible avec la dignité d'un officier.

En résumé, il résulte des faits énumérés dans notre rapport que, pendant la période de 1882 à 1884 et plus récemment de 1897 à 1898, M. le comte Esterhazy aurait commis des fautes graves contre la discipline et pouvant entacher son honneur, que sa cohabitation avec une ancienne femme galante et ses agissements avec certaines personnes véreuses établissent une inconduite habituelle.

Signé : KERDRAIN.

2^e DOCUMENT

Le Conseil d'enquête

Voici maintenant les procès-verbaux des deux séances du « Conseil d'enquête de région » devant lequel a comparu « M. Walsin-Esterhazy (Marie-Charles-Ferdinand) », chef de bataillon en non-activité pour infirmités temporaires.

Procès-verbal de la séance du Conseil d'enquête du gouvernement militaire de Paris, tenu le mercredi 24 août 1898, à Paris, et de la séance du même Conseil tenu le samedi 27 août, à Paris.

Ces personnes ainsi questionnées ont déclaré, savoir :

1^o M. Mercier, colonel commandant le 133^e régiment d'infanterie à Belley

A toujours eu de l'estime pour le commandant Esterhazy, lorsque cet officier était placé sous ses ordres, et il croit incapable de forfaire à l'honneur. N'a eu qu'à se louer des excellentes relations qui existaient entre les deux familles Esterhazy et Mercier, et n'a jamais constaté le moindre nuage dans le ménage Esterhazy.

2^o M. Berguignan, lieutenant-colonel de l'armée territoriale

Confirme l'appréciation élogieuse du témoin précédent sur le commandant Esterhazy et sur sa vie intime. Ce ne serait, d'après le témoin, qu'au commencement de 1898 que le ménage se serait désuni, à la suite des révélations faites par la presse sur les relations du commandant avec la femme Pays ; néanmoins, celui-ci voyait journellement ses enfants, et Mme Esterhazy est probablement, dans un temps peu éloigné, désirerait pardonner à son mari et reprendre la vie commune.

A propos de la question du duel Esterhazy-Piquart, le témoin déclare qu'il eût accepté, dans cette affaire, d'assister le commandant Esterhazy sur sa simple demande ; mais il ajoute qu'il avait été invité à remplir le rôle de témoin pour que l'armée nationale fût représentée. La priorité était acquise au commandant Esterhazy. En y renonçant en faveur du colonel Henry qui avait l'ordre de ses chefs, Esterhazy a fait un gros sacrifice à ses chefs. Le témoin le croit incapable de manquer à l'honneur ; il a reçu beaucoup de témoignages du 74^e de ligne confirmant son opinion.

3^o M. le général de Pellieux, commandant le département de la Seine

Déclare tout d'abord qu'étant chef d'état-major en Tunisie il a connu le capitaine Esterhazy qui tient pour un brave soldat. Sur la demande du commandant, qui désirait fixer le Conseil sur la proposition que lui aurait faite, en 1898, M. le général Billot de lui faire accorder sa retraite avec le maximum, le général de Pellieux témoin s'exprime ainsi :

Oui, on lui a proposé le maximum ; mais le général Billot avait déclaré, dans les couloirs du Sénat, qu'il allait chasser Esterhazy de l'armée, celui-ci a retiré sa demande de retraite. C'est donc parce qu'il n'a pas voulu qu'il n'est pas aujourd'hui en retraite.

Le commandant Esterhazy ajoute qu'on lui avait offert, à plusieurs reprises, de le mettre en retraite ; que M^{te} Tézéas voyait des généraux et que lui-même, Esterhazy, suivait deux directions : le cabinet et l'état-major ; en principe, les offres de retraite venaient du général Billot.

Le général de Pellieux, appelé à faire connaître au Conseil si, dans des circonstances ordinaires, on eût relevé contre Esterhazy les diverses fautes qui constituent son dossier, répond qu'il ne le croit pas. En ce qui concerne l'entrevue du 3 juillet, entre Esterhazy et le général de Pellieux, celui-ci ajoute que cet officier était abattu physiquement, très surexcité, et que c'est à cet état d'esprit que doivent être attribuées les paroles incriminées ; mais qu'il ne croit pas à l'intention du commandant Esterhazy de faire chanter l'état-major.

Quant à la campagne de presse, le général de Pellieux engagea vivement le commandant à la faire cesser ; celui-ci lui promit de l'arrêter et il tint sa parole. Le commandant lui a fait connaître que les juifs lui avaient offert 600,000 francs pour qu'il se déclarât l'auteur du bordereau, et qu'ils avaient également offert 150,000 francs à Mme Pays. Le commandant aurait refusé. Ces offres étaient faites par l'intermédiaire d'un journaliste anglais, de la part de la famille Dreyfus, et elles furent renouvelées plusieurs fois.

M. Esterhazy confirme de nouveau cette déclaration du témoin, et ajoute que c'était surtout à la condition qu'il révélât le rôle de l'état-major.

4^o M. Mercier du Paty de Clam, lieutenant-colonel d'infanterie hors cadre, à l'état-major de l'armée.

M. Esterhazy ayant fait demander au témoin s'il le croyait capable d'avoir manqué à la discipline ou à l'honneur, celui-ci s'explique ainsi :

J'ai appris, en octobre, qu'on cherchait à compromettre Esterhazy et qu'on n'avait rien relevé contre lui, si ce n'est des écarts peu sérieux. Je n'ai pas cru pouvoir le laisser étranger sans défense ni le laisser s'affaiblir ; et puis, il fallait savoir qui était réellement Esterhazy. Plusieurs officiers, consultés, furent de mon avis. La première fois que je le vis, il était déjà prévenu : sa sincérité me fit voir de suite que ce n'était pas un homme de paille. Nous l'avons reconforté de notre mieux. Il était comme au secret moral, et bien des choses étaient admissibles de sa part. Pour Esterhazy c'était le suicide ou la fuite, et il fallait éviter l'un et l'autre.

Au sujet des lettres au Président de la République, le dialogue suivant s'établit entre le général président, le témoin et Esterhazy à peu près en ces termes :
 Le lieutenant-colonel du Paty de Clam. — Esterhazy voulait écrire à l'empereur d'Allemagne, je lui ai dit qu'il valait mieux écrire au Président de la République, qui était le père de tous les Français. Cette lettre, je la connais puisque j'en ai pris plus tard copie au ministère de la guerre. M. Esterhazy m'a dit qu'on la lui avait dictée.

M. Esterhazy. — Je tiens à ce que le lieutenant-colonel dise qui me l'a dictée.
 Le lieutenant-colonel du Paty. — Ah ! je n'en sais rien !... Voudriez-vous dire que c'est moi ?

M. Esterhazy. — Dites la vérité.
 Le lieutenant-colonel du Paty. — Ce n'est pas moi.

M. Esterhazy. — Alors, comment les choses se sont-elles passées ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Il voulait chercher un secours à l'étranger, près de ses parents, et faire demander par eux à l'empereur d'Allemagne s'il avait jamais eu des relations avec lui, et le prier de défendre son honneur de membre d'un ordre dont ce souverain était grand maître.

M. Esterhazy. — C'est cela ! J'en appelle à l'empereur d'Autriche compe-

vassal. Etant décidé à me tuer, je voulais auparavant en appeler à tous ceux qui avaient intérêt à défendre un Esterhazy.

M. le lieutenant-colonel du Paty. — Oui, c'est alors que je l'en ai détourné et l'ai engagé à écrire au Président de la République.

Le président. — Mais ces lettres contiennent un sentiment de menace ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — A mes yeux, Esterhazy relevait plutôt du conseil de santé. J'ai vu au ministère la lettre, et lui ai dit que cette lettre, qu'il déclarait lui avoir été dictée, était charentonnaise. Ce n'est pas moi, certainement, qui la lui ai dictée.

Le président. — Mais alors, qui lui a dicté cette lettre ? Et d'ailleurs, si elle lui a été dictée, que pouvait bien faire son état d'esprit à la rédaction de la lettre ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Ce n'est pas moi. Esterhazy était admirablement renseigné ; mais tout ce qu'on lui faisait savoir était toujours de nature à le décourager. On voulait, disait-il, faire sauter surtout du Paty et le général de Boisdeffre. Quant à faire connaître au Conseil si mes relations avec Esterhazy étaient ordonnées, ou n'étaient qu'un fait personnel, je me refuse à répondre devant Esterhazy.

Le président. — En tout cas, qu'avez-vous fait personnellement, et dans quelle mesure êtes-vous intervenu ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — En ce qui concerne les articles de journaux, on l'a aidé à répondre à l'article « Vidi ». J'ai même corrigé la réponse.

Le président. — Il n'a donc pas agi seul, mais avec le concours d'officiers de l'armée active ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Oui.

Le président. — Nous avons besoin de savoir dans quelle mesure il était guidé et, par conséquent, responsable ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Esterhazy n'a jamais su qu'il était défendu par l'état-major, mais seulement par des individualités ; j'étais un des plus intéressés à la manifestation de la vérité, et c'est pourquoi je l'ai aidé. Je n'ai vu la lettre au Président de la République qu'au ministère, après qu'elle a été reçue.

Le président. — Vous avez approuvé l'envoi de cette lettre ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Oui, et j'ai en ai donné la carcasse ; mais, après avoir lu la lettre, j'en ai blâmé la rédaction.

M. Esterhazy. — Mais dites donc la vérité ! Dites comment ces lettres ont été dictées !

Le lieutenant-colonel du Paty. — Je dis ce que je sais.

Le président. — Est-ce vous qui avez inspiré celle qui contient la menace ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Il m'a parlé en effet de l'écrire.

Le président. — Vous ne savez pas qui l'a dictée ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Non.

Le président. — Esterhazy. — Oh ! on l'aurait dit !

M. Esterhazy. — Une, derrière le pont Caulaincourt ; une autre, au pont des Invalides ; la troisième, je ne sais plus où. Je les ai écrites au crayon, sous la dictée de quelqu'un ; je les ai recopiées tranquillement chez moi.

Le président à Esterhazy. — Savez-vous si du Paty connaît ce quelqu'un ?

M. Esterhazy. — Oui, le colonel le sait.

Le lieutenant-colonel du Paty. — Je ne le connaîtrais, je ne le dirais pas, n'étant pas un mouchard. D'ailleurs, je ne sais que par Esterhazy qu'on lui a dicté.
 M. Esterhazy. — J'adjure le colonel de dire qu'il connaît l'auteur de la lettre, qu'il le connaît aussi bien que moi, qu'il est absolument exact que ces lettres ont été dictées par quelqu'un qu'il connaît, de même que l'article « Dixi ».

Le président, au témoin. — Je vous pose la question.

Le lieutenant-colonel du Paty. — J'ai dit tout ce que j'avais à dire.

Le président. — Alors, si vous ne le savez que par Esterhazy, ce n'est pas un témoignage de vous. Vous ne faites que rééditer les affirmations de M. Esterhazy ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Il est impossible que l'article « Dixi » ait été fait par Esterhazy ; donc, on le lui a donné.

Le président. — Ce n'est pas un témoignage, mais une appréciation. Nous n'en avons pas besoin.

Le lieutenant-colonel du Paty. — Je n'ai rien à dire.

Le président. — En résumé, vous aidiez le commandant Esterhazy. Est-ce sur votre initiative ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Je ne veux pas le dire devant Esterhazy.

Le président. — Esterhazy ment-il en disant que la lettre lui a été dictée ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Il ne ment pas... ou plutôt... Je retire ce que j'ai dit.

M. Esterhazy. — J'affirme que l'article m'a été apporté tout écrit, et que les lettres m'ont été dictées.

Le lieutenant-colonel du Paty. — Je suis sûr qu'il ne ment pas, en ce qui concerne l'article. Quant aux lettres, je ne sais pas... Je n'ose pas confirmer le dire du commandant, je ne dis pas le contraire.

Le président, à Esterhazy. — Invoquez-vous sur autre chose le témoignage du colonel du Paty ?

Esterhazy. — Plus maintenant, après ce qui vient de se passer.

Le lieutenant-colonel du Paty. — Je n'ai revu Esterhazy qu'en avril dernier. Il m'a dit : « On m'a fait des propositions, je n'ai pas dix francs dans ma poche, mes bottes sont percées, j'aimerais mieux crever de faim que de faire du tort aux gens qui m'ont aidé ».

Esterhazy. — Non, je ne veux rien leur faire, mais je voudrais bien qu'on agit de même à mon égard !

Le président, au témoin. — Avez-vous quelque chose à dire ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Non, je n'ai plus rien à dire.

5^o M. de Boisandrè, publiciste

Le témoin déclare qu'à la rédaction de la Libre Parole on n'a jamais cru que l'article « Dixi » fût du commandant Esterhazy. Les communications faites à ce journal par le même officier étaient transmises par ordre. Un document, vu par le témoin, en fait foi : cet officier n'était qu'un intermédiaire entre le journal et l'état-major. En tout cas, il n'a jamais cherché à compromettre ses chefs. Le témoin l'affirme sur l'honneur. Il

ajoute, sur la demande du président, que les renseignements sur les agissements du syndicat étaient fournis par deux journalistes anglais. Le témoin, interrogé sur les motifs qui ont empêché le commandant Esterhazy de faire un procès à ses accusateurs, déclare que cet officier en a été dissuadé par le ministre, et surtout par son avocat. Il termine en faisant l'éloge du commandant, et fait connaître au Conseil que cet officier envoyait de l'argent à sa famille, à ses enfants, pour lesquels il avait une profonde affection.

Les cinq témoins dont les dépositions sont ci-dessus rapportées ont été entendus sur la demande de l'officier objet de l'enquête.

Toutes les personnes appelées devant le Conseil d'enquête, le président a demandé : 1^o à l'officier supérieur, objet de l'enquête, s'il désirait que de nouvelles questions fussent adressées à ces personnes, qui attendaient dans une salle voisine ; 2^o aux membres du Conseil s'ils avaient de nouveaux éclaircissements à demander aux personnes entendues.

Sur leurs réponses négatives, le président a alors donné la parole à l'officier, objet de l'enquête, pour présenter ses observations.

Au sujet du mariage de son neveu, le commandant Esterhazy déclare qu'il aimait beaucoup ce neveu, dont le grand-père avait été sauvé de la banqueroute par son père, le général Esterhazy. Il l'avait aidé souvent, et enfin, pour l'empêcher de compromettre une jeune fille de bonne famille, il avait cherché à lui faire faire un mariage d'argent par l'intermédiaire de M. Roussel, lequel est le même qu'un juif, nommé Lévy. Il reconnaît les lettres et cherche à les expliquer par l'idée de sauvegarder l'honneur de la jeune fille en question, et il dit les avoir écrites sur les instances de son neveu, qui voulait se marier à tout prix.

En ce qui concerne les lettres Boulancy, Esterh

lonel arrive, avec une femme voilée, au point d'Alexandre-III et fait connaître au commandant qu'il ne peut plus avoir avec lui de relations directes. Il le prie de désigner une intermédiaire : Mme Pays est acceptée pour ce rôle. De nombreuses entrevues ont lieu, soit chez Mme Pays, soit chez le lieutenant-colonel. C'est dans ces conditions que se fait l'échange des correspondances. Le lieutenant-colonel Henry se serait également rendu chez Mme Pays. Le commandant affirme de nouveau que toutes les lettres qu'il a écrites lui ont été dictées, même celles envoyées à Sousse à Picquart.

Elles m'ont été dictées mot à mot. C'est moi, Esterhazy, qui ai demandé à passer devant le Conseil de guerre, sans subir aucune influence.

Survient alors la lettre de M. Zola. L'état-major entre de suite en relations directes avec M. Tézenas, que du Paty voyait déjà ; mais, visiblement, il n'agissait pas en son nom propre. Le général Billot est venu, de la part du ministre, voir M. Tézenas pour tout concerter avec lui, et il faisait dire en même temps au commandant de demander sa retraite.

Le commandant voulait, à ce moment, faire un procès au Figaro. Il signale les avantages pécuniaires qu'il en aurait retirés. Il en a été dissuadé. Il fait ensuite allusion à la campagne très vive qu'on lui avait conseillé de mener, ayant la promesse de ne pas être lâché par l'état-major, le général de Pellieux ayant lui-même déclaré qu'il ne le lâcherait pas.

Il aurait également des documents plus graves à présenter, entre autres les fameux télégrammes ; mais il ne veut compromettre personne. Après un instant de vive hésitation, il rappelle la pièce dont il a été question dans la déposition de M. de Boisandré et dont il fait ressortir l'importance. Il regrette de ne pouvoir la reproduire, ne l'ayant pas entre les mains. Elle est détenue par M. Tézenas, absent de Paris.

Le président fait retirer l'officier supérieur objet de l'enquête. Le Conseil délibère et, comme la séance commencée à neuf heures du matin a duré jusqu'à sept heures du soir et que le Conseil estime qu'il y a lieu de se faire présenter le document dont il vient d'être question, il s'ajourne à une prochaine séance, pour permettre à l'officier, objet de l'enquête, de se le procurer.

DEUXIÈME SÉANCE

Samedi 27 août 1898

L'officier supérieur, objet de l'enquête, est introduit, il continue ses explications. Invité, par le président, à faire connaître les ressources avec lesquelles il pourvoyait à des dépenses qui semblaient au-dessus de ses moyens, Esterhazy donne les explications suivantes : Mme Esterhazy possède deux maisons, et lui-même encore un peu d'argent déposé chez un banquier, M. Rousseau. Des amis de M. Tézenas lui ont remis 18,000 francs, dont 4,000 fournis par le Gaulois pour sa défense. Il a donné à Mme Esterhazy environ 1,000 francs par mois et a vécu avec Mme Pays le plus modeste possible. Cette dernière fait elle-même sa cuisine. Il a passé un contrat avec un éditeur, M. Fayard, qui lui a remis 5,000 francs et promis 1,000 francs par mois pour un ouvrage intitulé : *Affaire Dreyfus, par le commandant Esterhazy*, pour lequel il doit demander au ministre l'autorisation de publication. Sur l'observation du président, le commandant ajoute que cette publication ne lui paraît pas être une mauvaise action, que, du reste, il se propose d'y défendre l'armée.

Sur demande du président, il dit que s'il n'a pas voulu dévoiler au Conseil certains faits graves et compromettants, ce n'est pas qu'il fût lié par serment, ni même pour tenir une promesse, ni encore à cause des membres du Conseil, mais en raison de ce que le procès-verbal devait être lu ultérieurement par d'autres personnes et des conséquences qui en pouvaient résulter.

Sur une observation du président, au sujet de l'ensemble de sa conduite, le commandant produit une lettre de M. de Fallières, parent de son neveu, qui désapprouve ce dernier et témoigne au commandant sa haute estime. Au sujet des lettres relatives au mariage de son neveu, le commandant, qui les avait reconnues à la première séance, fait des réserves, basées sur l'authenticité de ces lettres, en se fondant sur quelques inexactitudes de détail et sur des erreurs de situation de famille qu'il y relève. Tout en continuant à ne pas contester le fait de sa participation au projet de mariage, il prétend qu'on impute à bien son écriture qu'il s'est déjà trompé à diverses reprises sur des lettres qui lui ont été présentées.

Le président demande alors la communication de la note confiée par le commandant à M. Tézenas et dont il avait été question à la fin de la séance précédente. Esterhazy la remet au président qui en fait donner lecture au Conseil. Par cette note, qui paraît avoir une grave importance, on donne au commandant des instructions en vue de sa comparution devant le général de Pellieux.

Elle commence à peu près en ces termes :

Dans le cas où le général de Pellieux me demanderait si j'ai eu des rapports avec vous l'intention de dire, ce qui est sensible, ment vrai (ces mots sont d'une autre écriture). Je suis étranger à la campagne contre Picquart... Voici le terrain sur lequel je me placerai... Pénétrez-vous bien de ce qui est souligné à l'encre rouge... La personne qui a été chercher les fameuses lettres de Picquart, en style convenu, est précisément l'auteur du télégramme signé « Blanche »...

Interrogé sur la provenance de cette note, dont quelques fragments viennent d'être cités approximativement, le commandant dit l'avoir reçue par la même voie que les autres communications et que ces deux écritures proviennent de la famille du Paty. Cette pièce a été entre les mains de M. de Boisandré qui pourra être interrogé à ce sujet. Le président fait observer qu'il est regrettable que cette pièce soit connue d'un journaliste. Le commandant ajoute :

— J'en ai bien d'autres et je n'ai montré que celle-là... En ce moment même je me retiens...

Le Conseil fait ensuite introduire successivement les témoins suivants, pour être entendus de nouveau :

1^{er} M. de Boisandré, journaliste

Le président montre au témoin la note « aux deux écritures » dont il a été question plus haut. Celui-ci déclare la reconnaître, l'avoir eue entre les mains et savoir, par une autre personne, le nom de l'auteur principal.

Le témoin ajoute que le commandant Esterhazy avait toujours été considéré, par la presse comme le délégué de ses chefs. Il est très étonné qu'après s'en être servi on l'abandonne : « Aussi la presse, dit-il, est humiliée de voir maintenant flétrir celui qui a été accrédité auprès d'elle. »

2nd M. du Paty de Clam

Le témoin reconnaît que ses rapports avec Esterhazy ont eu lieu d'abord directement, puis par l'intermédiaire de Mme Pays, de Christian Esterhazy, puis de nouveau de Mme Pays, et enfin de M. Tézenas. En ce qui concerne Mme Pays, les communications ont eu lieu chez elle et chez le témoin.

Le président présente la note « aux deux écritures » au lieutenant-colonel du Paty. Celui-ci dit qu'il connaît ce document, il en reconnaît également l'écriture.

Passant aux lettres au Président de la République et dont il avait été question dans la précédente séance, le témoin demande à revenir sur sa déclaration. Il reconnaît que la lettre a été inspirée à Esterhazy et que ce dernier n'a pas menti en disant que la rédaction n'est pas de lui.

Le témoin ajoute : — Je ne veux pas suggérer quel est l'auteur de la lettre. J'ai tout dit au ministre actuel : il est au courant de tout, sauf de certains noms impossibles à dire.

Le président ne s'expliquant pas que, dans ces conditions, on ait fait de ces lettres une charge contre Esterhazy, le témoin reconnaît qu'il n'a pas parlé de ces lettres au ministre.

Sur la demande du président, le témoin reconnaît qu'Esterhazy a en sa possession un certain nombre de documents « gênants et ennuyeux » pour des personnalités militaires ; il n'en a jamais fait usage ; il ne les a jamais montrés au témoin.

M. du Paty termine en disant : — Dans ce que j'ai vu et ce que je sais, il n'y a rien à la charge d'Esterhazy. Mon témoignage personnel est sur son honneur et rien de sa part ne mériterait la félicitation de la réforme.

3rd Le général de Pellieux

Interrogé sur les propos qu'il aurait tenus à M. Tézenas : « Nous avons lié partie avec Esterhazy, nous ne le lâcherons pas », le général ne l'avoir tenu. Le témoin ignore le rôle d'Esterhazy comme intermédiaire de l'état-major avec la presse ; il reconnaît cependant que ce dernier lui a amené des journalistes qui sollicitaient une direction d'ensemble : il en a rendu compte.

Au sujet de l'imitation facile de l'écriture d'Esterhazy, le témoin déclare avoir vu des lettres de lui remarquablement imitées, et M. Belhomme lui aurait dit que pour dix francs la ligne on pouvait avoir l'imitation de toute espèce d'écriture.

Quant à la situation pécuniaire d'Esterhazy, le témoin n'a aucune espèce de renseignement. Il estime que celui-ci a dû être aidé par les journaux.

Les trois témoins dont la déposition vient d'être rapportée ont été entendus sur l'ordre donné, d'office, par le président.

Toutes les personnes appelées devant le Conseil entendues, le président a demandé :

1^{er} A l'officier supérieur, objet de l'enquête, s'il désirait que de nouvelles questions fussent adressées à ces personnes, qui attendaient dans une salle voisine.

2nd Aux membres du Conseil s'ils avaient de nouveaux éclaircissements à demander aux personnes déjà entendues.

Sur leur réponse négative, le président a donné la parole à l'officier objet de l'enquête pour présenter ses observations.

Celui-ci a alors exposé que, dans le duel Crémieu-Foa avec de Morès (?), il avait servi de témoin au premier sur l'instance de Mme Grenier, veuve du général de ce nom, dont il avait été longtemps l'officier d'ordonnance. Il revient ensuite sur les faits dont il a déjà parlé, ses rapports avec l'état-major, qui lui aurait même fourni des témoins pour son duel avec Picquart. A ce moment, il n'était pas considéré comme indigne, et Mme Pays elle-même était acceptée comme relation. On l'abandonne maintenant, lui qu'on soutenait quand on avait besoin de ses services. « Je n'ai jamais cessé de remplir mes devoirs de famille. Je me réclame des généraux mes ancêtres et j'en appelle des rapports de police à toutes les notes de mes chefs militaires. »

Et, lorsqu'il a déclaré qu'il n'avait rien à ajouter, le président a consulté le Conseil pour savoir s'il se trouvait suffisamment éclairé. Sur la réponse affirmative de chaque membre, il a déclaré l'enquête terminée et a fait retirer l'officier supérieur objet de l'enquête.

Le Conseil ayant à émettre son avis, le président a posé les questions ci-après, exposées dans l'ordre spécial du ministre de la guerre.

1^{er} M. Walsin-Esterhazy (Marie-Charles-Ferdinand), chef de bataillon d'infanterie en non-activité pour infirmités temporaires, est-il dans le cas d'être mis en réforme pour inconduite habituelle ?

2nd M. Walsin-Esterhazy est-il dans le cas d'être mis à la réforme pour faute grave contre Picquart ?

3rd M. Walsin-Esterhazy est-il dans le cas d'être mis en réforme pour fautes contre l'honneur ?

Pour la solution de chacune de ces questions, chacun des membres a voté au bulletin secret en déposant chaque fois, dans une urne, une des deux boules qu'il a reçues, sur l'une desquelles était inscrit « oui », pour l'affirmative, et sur l'autre « non » pour la négative.

Le dépouillement de chaque scrutin a donné le résultat suivant :

1^{re} Oui, à la majorité de 3 voix contre 2 sur la première question.

Non, à l'unanimité sur la deuxième question.

Non, à la majorité de 4 voix contre 1 sur la troisième question.

Le président a déclaré, en conséquence, que l'avis du Conseil est qu'il y a lieu de mettre en réforme M. Walsin-Esterhazy.

Aussitôt après cette déclaration, le pré-

sident a prononcé la dissolution du Conseil d'enquête.

3rd DOCUMENT

Lettre du Gouverneur de Paris

Paris, le 28 août 1898.

Le général Zurlinden, gouverneur militaire de Paris, à monsieur le ministre de la guerre.

CABINET

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le procès-verbal ainsi que le dossier du Conseil d'enquête devant lequel a été envoyé, par votre ordre, M. le chef de bataillon en non-activité Walsin-Esterhazy.

Le procès-verbal mentionne des révélations graves sur le rôle de certains officiers de l'état-major de l'armée dans la première affaire Esterhazy.

Ces révélations ont fortement impressionné le Conseil d'enquête et ont eu une grande influence sur le résultat de ses votes.

Le résultat est négatif pour deux questions et affirmatif — mais seulement à la majorité de trois voix contre deux — pour la question de l'inconduite habituelle.

En se rapportant aux usages de l'armée, il y aurait donc lieu d'user d'indulgence à l'égard du commandant Esterhazy ; ou de se contenter d'une punition disciplinaire, la non-activité par retrait d'emploi.

Dans le cas où vous voudriez néanmoins prononcer la réforme de cet officier supérieur, je me permets d'émettre l'avis que le rapport, accompagnant le décret de réforme, devrait spécifier loyalement que la réforme est prononcée pour inconduite habituelle, le Conseil d'enquête ayant repoussé les questions de fautes contre la discipline ou contre l'honneur.

Signé : Général ZURLINDEN.

Echos

La Température

Une bourrasque qui passait hier sur la mer du Nord se fait sentir sur les côtes de la Manche et de l'Océan. A Calais, Boulogne et Cherbourg la mer est agitée, ainsi que devant Brest et Lorient. Des pluies sont signalées dans le nord du continent. La température s'abaisse sur l'Angleterre ; en France elle varie peu. Hier à Paris le thermomètre indiquait 12 au-dessus, le matin à huit heures, et 15 dans l'après-midi. Un temps doux et nuageux est probable. Il a plu hier à Paris à plusieurs reprises. Le soir, le baromètre était à 764 mm, après avoir indiqué 766 mm dans la nuit.

Monte-Carlo. — Thermomètre : le matin à huit heures, 8° ; à midi, 14°. Temps superbe.

Les Courses

A 2 h., Courses à Neuilly-Levallois. — Gagnants de Robert Milton :

Prix Elan : Rocambole.
Prix des Lilas : Robert le Diable.
Prix de Mars : Targette.
Prix de Levallois : Quicklime.
Prix Grande-Dame : Randan.

CONCOURS HIPPIQUE

Aujourd'hui vendredi saint, repos complet au Concours hippique.

LE PÉRIL ALCOOLIQUE

Quelques sénateurs, parmi lesquels MM. Jules Siegfried, Béranger, ont voulu, avant que le Sénat se sépare, le saisir d'une proposition de réglementation des débits de boissons. Il s'agit de soumettre à l'autorisation toute ouverture de débit, jusqu'à ce que le nombre de ces établissements soit réduit au chiffre de 1 par 300 habitants, et en exemplant toutefois de cette formalité les débits actuels.

Le nombre de nos débits, en y comprenant ceux de Paris, s'élève à 454,500. Il y a en moyenne, en France, 1 débit par 85 habitants, soit par 30 adultes. Dans le Nord, il y a 1 débit par 46 habitants. Ces chiffres effrayants sont ceux de la moyenne, car je trouve dans une conférence sensationnelle faite à l'hôpital Saint-Louis par le docteur L. Jacquet, médecin des hôpitaux, sur le péril alcoolique, que dans l'Eure, le pays le plus alcoolisé de France, il y a 1 débit pour 11 habitants, c'est-à-dire pour 3 ou 4 adultes.

En somme, si l'on tient compte de tous les éléments de statistique, on peut dresser le tableau suivant qui donne la consommation d'alcool à 100 degrés par tête d'habitant pour les principaux groupes humains :

France	44.19
Belgique	40.50
Allemagne	40.50
Autriche	9.25
Grande-Bretagne	8.75
Suisse	6.80
Italie	6.25
Hollande	6.10
Etats-Unis	4.50
Suède	3.3
Norvège	2
Canada	2

Avant tout il faut remarquer qu'il suffirait de retourner ces chiffres pour obtenir la puissance de natalité, et qu'alors la France se trouverait la dernière et le Canada le premier.

Mais ce qu'il y a de plus navrant, c'est que dans beaucoup de pays la consommation diminue, tandis que chez nous elle augmente.

En France, en Belgique, la consommation progresse chaque année.

En Hollande, en Angleterre, en Italie, elle reste stationnaire.

Dans tous les autres pays, elle diminue sous l'effort combiné du gouvernement et des associations de tempérance.

L'exemple le plus typique de cette victoire de la tempérance sur l'alcoolisme nous est fourni par la Suède.

En 1820, chaque Suédois buvait 23 litres d'alcool par an. En 1890, il n'en buvait plus que 3. Aujourd'hui il doit à peine dépasser le litre annuel.

Je voudrais que tous les Français qui ont une influence quelconque sur leurs semblables se levassent tous les matins en se disant : J'appartiens à la race qui consomme le plus d'alcool. Or l'alcool, c'est la mort de la race. L'alcool tuera les Européens, comme il a tué les Peaux-

Rouges. L'alcool, c'est la maladie, c'est la tuberculose, c'est le rachitisme, c'est le déperissement, c'est la stérilité, c'est l'impuissance. L'alcool, c'est la folie, c'est la méchanceté, c'est la cruauté, c'est le vice. L'alcool, c'est l'appauvrissement, c'est la misère, c'est la crise sociale. C'est la guerre, c'est la lutte pour la vie. C'est le meilleur moyen d'être utile à la patrie. Sus à l'alcool !

MM. Siegfried, Béranger et leurs collègues ont voulu, avant d'aller en vacances, tirer sur le monstre un coup de fusil. Ils ont droit à toute la reconnaissance des amis de la patrie. — J. CORNÉLY.

A Travers Paris

On sait que MM. Léon Bourgeois et d'Estournelles sont désignés pour représenter la France au Congrès de désarmement à La Haye, conjointement avec le ministre de la France près le gouvernement des Pays-Bas. On doit leur adjoindre un général et un amiral comme délégués des ministères de la guerre et de la marine.

Le choix de M. Léon Bourgeois s'explique par ce fait que l'ancien président du Conseil vient de faire à travers l'Europe un voyage au cours duquel il a eu l'occasion d'entrer en relations avec les principaux représentants de la diplomatie et hommes d'Etat étrangers. Quant à M. d'Estournelles qui est un ancien diplomate de carrière, il a eu l'occasion, comme conseiller d'ambassade à Londres, d'entretenir des relations très suivies et très étroites avec l'ambassadeur de Russie, M. de Staal, qui, on le sait, doit présider le congrès de La Haye.

A propos de ce congrès, nous pouvons donner un renseignement curieux au sujet du règlement du petit différend, nous n'osons pas dire conflit, qui s'est produit sur le point de savoir si le Saint-Siège serait ou non représenté à cette réunion internationale.

Le Saint-Père le désirait vivement, l'Italie au contraire faisait des objections, parce que cette admission aurait pu avoir pour effet de donner au gouvernement pontifical l'apparence d'une puissance temporelle.

Finalement on a imaginé un expédient assez ingénieux pour calmer toutes les susceptibilités.

La conférence doit s'occuper à la fois du désarmement et de l'arbitrage, c'est-à-dire de questions les unes purement matérielles, les autres purement morales.

L'interne pontifical à La Haye sera admis à participer à la conférence pour la question de l'arbitrage qui rentre absolument dans le cadre de celles qu'une puissance spirituelle comme celle du Pape a le droit d'envisager. Il garderait l'abstention dans les questions de désarmement, qui soulèvent des considérations militaires et maritimes sur lesquelles le Saint-Siège n'a aucune compétence.

Le jury du concours de maisons dont nous avons parlé ne publiera qu'après les vacances de Pâques le résultat de ses opérations et la liste des lauréats, dont il ne connaît pas encore tous les noms.

Quant aux maisons primées, elles se trouvent dans les premiers, quatrième, septième, huitième, dixième et seizième arrondissements.

Ce sont les immeubles portant les numéros 18 de la rue Croix-des-Petits-Champs, 24 de la rue du Roi-de-Sicile, 204 de la rue de Grenelle, 38 de l'avenue d'Antin, 87 du boulevard de La Villette et 16 de la rue La Fontaine.

Les architectes de ces immeubles sont MM. Breffière, Georges Debré, Marquet, Bunel et Dupuis en collaboration, Robier et Guimard.

Un seul des entrepreneurs est connu : M. Martin, qui a construit avec M. Robier la maison primée du boulevard de La Villette.

Quatre propriétaires seulement sont connus : MM. Bourgeois, rue Croix-des-Petits-Champs ; Cauchery, boulevard de La Villette ; Marchand, rue de Grenelle, et Gastinne-Renette, avenue d'Antin.

Les cinq entrepreneurs et les deux propriétaires dont la Ville ignore encore les noms sont invités à se faire connaître pour être placés dans la liste des lauréats et bénéficiaires du concours de maisons.

La querelle survenue entre MM. Jacques Richepin et Edmond Sée et la résolution prise par ce dernier d'envoyer tout d'abord ses témoins au père de son offensif nous remet en mémoire l'histoire d'Eugène de Mirecourt et de Dumas fils.

Le terrible pamphlétaire venait de publier contre l'illustre romancier, sous le titre *Dumas et Cie*, une petite brochure qui ne laissait pas grand chose de sa gloire à l'auteur des *Mousquetaires*, lorsqu'un beau matin on lui remit la carte d'Alexandre Dumas fils. Il voit entrer un grand et solide jeune homme qui lui dit, sans préambule :

— Vous avez outragé mon père, et je viens vous en demander satisfaction.

Cette démarche part d'un sentiment trop honorable pour que je n'y fasse pas droit immédiatement, répondit l'écrivain. Permettez-moi une seule question : Votre père est-il valide ?

Et sur la réponse affirmative de son visiteur :

— Alors, tout peut s'arranger facilement.

Il sonna, un domestique vint, et il lui dit :

— Amenez M. Edgar.

Deux minutes s'écoulèrent ; M. Edgar, un joli bambin de dix ans, fait son apparition, et Mirecourt, le présentant à son visiteur :

— Mon fils, monsieur Dumas fils, réglez avec lui l'affaire qui vous amène ici.

Alexandre Dumas qui avait beaucoup d'esprit comprit, salua Mirecourt, sourit au bambin et se retira. Les choses n'allèrent pas plus loin.

Les promeneurs des Champs-Élysées sont fort intrigués par quatre planches, d'aspect d'ailleurs inoffensif, disposées en carré, comme la vieille garde, qui, depuis quelque temps, avancent lentement, mais sûrement, vers l'Arc de triomphe.

Parties du groupe des Chevaux de

Marly situés à droite de l'entrée des Champs-Élysées, elles étaient arrivées hier, après avoir traversé l'avenue en écharpe, à la hauteur du restaurant Ledoyen.

Comme aucun travail apparent sur la chaussée n'explique la présence de ces quatre planches, on se perd en conjectures.

C'est sous la chaussée qu'il se passe quelque chose, et ce quelque chose est même fort intéressant.

Les quatre planches en ballade marquent en effet, chaque jour, à chaque minute même — car un ouvrier les pousse un chronomètre en main, suivant un plan tracé d'avance, — la tête de perforation du tunnel du Métropolitain, dont on peut suivre ainsi les travaux.

Au fur et à mesure qu'avance le petit carré qu'elles forment, le tunnel est solidifié et construit derrière elles, et voitures et piétons peuvent passer sans danger.

Il paraît qu'il n'est point suffisant, pour que le chapeau haut de forme soit le dernier mot de l'élégance, qu'il ait les fameux « huit reflets ». Le chapeau chic ne doit plus avoir la forme cintrée, mais doit être absolument droit, comme on le portait vers le milieu de l'Empire. C'est Léon, rue Daumou, qui a causé cette révolution. A l'Hippique, à Longchamps, le haut de forme droit de Léon est le seul vraiment correct.

POUR NOS PAYSAGES

Humble requête à monsieur Georges Leygues, ministre des beaux-arts.

Figaro m'apprend, Excellence, Par un article de Deschamps, Que des paysages de France Vous voulez prendre la défense. De tels soucis sont bien touchants... Souffrez que je vous félicite De ce zèle à sauver le site Du vandalisme destructeur De l'ingénieur, moderne Scythe : Donc salut à vous, Protecteur !

Mais il faut un conservateur (Celle-là l'aviez-vous prévue ?) Pour conserver nos points de vue... Cette place n'est pas pourvue : Eh bien ! nommez-moi, caddis, Pour veiller sur nos paysages, Sur ce qui fait bien dans les sites, — Mais, conformément aux usages, Avec résidence... à Paris !

Jay.

Parmi les vieilles traditions qui subsistent encore, il faut ranger celle des saufs de Pâques. Et nous devons nous en féliciter, car c'est une charmante habitude qui resserre les liens de la famille et de l'amitié, surtout quand l'Oeuf de Pâques est choisi chez Pihan, le grand chocolatier parisien. On le sait bien d'ailleurs et c'est aux magasins du faubourg Saint-Honoré que se fournit tout le high life.

Quand arrive l'été, l'éclairage électrique, qui ne donne pas de chaleur, est le plus agréable et le seul applicable. Aussi la maison R. Dittmar, si connue pour ses innovations dans tous les genres d'éclairage, vient d'organiser dans ses salons nouvellement agrandis, rue de la Chaussée-d'Antin, une exposition d'appareils pour l'éclairage électrique, les plus nouveaux, les plus élégants, les plus perfectionnés, le dernier mot du genre.

Hors Paris

S. A. R. le prince de Galles traitait hier nombreuse compagnie, parmi laquelle le grand-duc Michel, la comtesse Torby, etc., au Riviera-Palace de Monte-Carlo supérieur. Après le « five o'clock tea », le prince lui-même a servi de cicerone à ses invités pour leur faire admirer les arrangements spéciaux des chambres, la terrasse et les jardins merveilleux du splendide établissement que vient d'ouvrir la Compagnie Internationale des Grands Hôtels.

Complétons l'information relative à la poste en mer par pigeons voyageurs.

Tout le monde a constaté le succès des essais institués à cet égard par la Compagnie transatlantique. Mais personne n'a dit que les héros de ces expériences étaient les pigeons de la Société colombophile *l'Abeille* (de Rennes).

A chacun son dû.

De Boulogne-sur-Mer :

A l'extrémité des chalets bordant la plage de Wimereux, en face du vieux fort de Croy que rongent les lames, s'élève un mâit, haut de cinquante-quatre mètres, divisé en trois parties et retenu par des haubans. Au sommet, une flèche mobile chargée d'appareils en fer. C'est de là qu'a été lancée, à travers le détroit, la première dépêche à l'aide de la télégraphie sans fil.

« Comme nous l'avons dit hier, l'expérience a été concluante. Elle a eu lieu devant le capitaine Perrier, représentant le gouvernement ; le colonel du Pontavice, attaché militaire à Londres, et de nombreuses notabilités scientifiques. C'est un gros événement.

Le système Marconi, par son côté mystérieux et pratique, est appelé à révolutionner la télégraphie terrestre et maritime.

De Vienne :

Il y a, à Brünn, capitale de la Moravie, une épidémie d'influenza d'une extrême gravité. Sur une population de 100,000 âmes, on ne compte pas moins de 22,000 cas d'influenza officiellement reconnus. La mortalité a atteint un chiffre très élevé, plus d'un tiers des malades.

Nouvelles à la Main

Merle, avec Mlle Marie Jacobsen, fille de M. et Mme Ludovic Jacobsen.

— On nous annonce les prochains mariages : — Du baron Pichon, lieutenant au 14^e dragons, avec Mlle Polliard ; — De M. Aubesquier, lieutenant au 101^e régiment d'infanterie, avec Mlle Marie-Clementine Lefebvre.

— M. Olivier Pinczon du Sel, lieutenant au 136^e régiment d'infanterie, est fiancé à Mlle Marie Pinczon du Sel des Monts. Le mariage sera célébré à Saint-Brieuc, au mois de mai.

SUR LA COTE D'AZUR

— De Nice : L'amiral Hopkins, commandant en chef l'escadre anglaise de la Méditerranée, a dîné hier soir chez la reine d'Angleterre.

Le jeune prince Alexandre de Battenberg est arrivé hier matin à Cimiez.

La duchesse de York et la princesse Victoria ont assisté hier, sur la place de la Préfecture, à Nice, à la procession du jeudi saint.

DEUIL

— Les obsèques de Mme Georges Pradel (Emmanuel Pradier), née Willemant, seront célébrées aujourd'hui, à midi trois quarts, à la Trinité. On se réunira à la maison mortuaire, 44, rue Notre-Dame-de-Lorette.

— C'est mardi prochain, à dix heures, qu'on célébrera, à Sainte-Clotilde, les obsèques du comte Baguena.

— Le corps du baron de Caters a été transporté, hier soir, à Anvers où auront lieu les obsèques.

— Nous apprenons la mort : — Du marquis d'Auray de Saint-Pois, décédé à l'âge de 67 ans. Ancien préfet de la Meuse, puis des Deux-Sèvres ; démissionnaire en 1876, il remplit les fonctions de secrétaire général de l'Union des droites. Royaliste et chrétien convaincu, il fut un des plus fidèles serviteurs du Comte de Chambord, du Comte de Paris et de Monseigneur le duc d'Orléans. Le défunt était le chef de l'une des plus anciennes familles bretonnes. Ses obsèques auront lieu au château de Saint-Pois, dans la Manche ; — Du prince Nicolas Koudacheff, écuyer de l'empereur de Russie, décédé à l'âge de 69 ans, à Pau, où ses obsèques ont été célébrées hier, en l'église russe ; — De Mme veuve Auguste Aublet, née Calou, mère du peintre bien connu, décédée en son domicile, 75, boulevard Bineau (Neuilly-sur-Seine), à l'âge de 77 ans. La défunte était la tante de M. Maurice Binder et de M. de Kermaingant. Ses obsèques seront célébrées à Saint-Pierre de Neuilly, aujourd'hui, à une heure et demie ; — De M. Louis Bamberger, décédé à Berlin à l'âge de 76 ans. Le défunt était le frère de MM. Rodolphe et Henri Bamberger ; — De l'admiral espagnol Chacón ; — De M. Frédéric Dubois, compositeur de musique, élève de Niedermeyer et notre Conservatoire de musique, décédé à Tourcoing à l'âge de 32 ans. Organiste de l'église Notre-Dame, il dirigeait l'Association et la Société des concerts symphoniques de Tourcoing ; — De M. Charles Giraud, conservateur des hypothèques en retraite, décédé à l'âge de 68 ans. Il était le beau-père du capitaine d'artillerie Antoine, officier d'ordonnance du général Brugère ; — De Mlle Martin, fille du juge de paix du onzième arrondissement de Paris, décédée à l'âge de 19 ans ; — De M. Emile Leplat, un des grands industriels de Tourcoing, décédé en cette ville à l'âge de 38 ans ; — De M. Fernand Cauquelin, conseiller municipal à Avesnes (Nord).

Ferrari.

NOUILLETES AUX ŒUFS

ROVIRE ET GARRET

COUPS DE CANON AUX SAMOA

La ville d'Apia, capitale de l'archipel des Samoa, vient d'être bombardée par des navires anglais et américains. Comme ce bombardement a été ordonné contrairement à l'avis et à la politique du consul allemand, l'affaire a causé à Berlin une assez vive émotion.

Voici l'origine du conflit :

Les quatorze îles qui composent l'archipel de Samoa ou des Navigateurs — lequel est situé en plein océan Pacifique, à mi-distance entre les îles Hawaï et la Nouvelle-Zélande — ont été déclarées territoires neutres et indépendants par le traité signé à Berlin le 14 juin 1889. Elles étaient, depuis lors, placées sous le protectorat commun de l'Angleterre, de l'Allemagne et des Etats-Unis.

Depuis que ce consortium existe, les difficultés n'ont pas manqué ; néanmoins, elles ont toujours été applanies. Mais voici qu'au mois d'août 1898, le roi Malietoa s'avisait de mourir. L'ancien compétiteur de ce monarque, un nommé Mataafa, ayant été élu, on vit alors le juge supérieur américain annuler l'élection et proclamer en son lieu et place Tanu, fils de Malietoa.

Or, les Allemands soutenaient les droits de Mataafa, tandis que les Anglais, avec les Américains, étaient du côté de Malietoa. *Inde tria !*

Le 1^{er} janvier de cette année, les partisans de Mataafa se soulevèrent et battirent ceux de Tanu ; celui-ci dut alors se réfugier sur un navire de guerre anglais, qui débarqua aussitôt un détachement de marins.

Il y a quelque temps, on avait annoncé que les trois gouvernements protecteurs laisseraient les choses en l'état et remettraient à plus tard le soin de résoudre la question de la royauté sur l'archipel. Un gouvernement provisoire avait été, d'ailleurs, installé et l'on pouvait supposer que le statu quo durerait ainsi pendant longtemps.

Il n'en a rien été, Mataafa, sachant que le gouvernement provisoire lui était acquis, devint de jour en jour plus entreprenant. Ses partisans s'étaient concentrés dans le voisinage d'Apia et menaçaient d'enlever la ville, pour en chasser les Anglo-Américains.

Devant la gravité de cette situation, le chef de la station navale anglaise convoqua à son bord les autres capitaines présents sur rade, et décida avec eux de dissoudre le gouvernement provisoire et de lancer une proclamation invitant Mataafa et ses bandes à se retirer loin de la ville.

Le consul allemand prit ouvertement, dit-on, fait et cause pour Mataafa. Celui-ci, enhardi par cet appui officiel, pénétra dans la capitale et y commit quelques exactions dans les maisons anglaises. Somme toute, il fut fait d'évacuer immédiatement l'hôtel de la municipalité, dont il s'était emparé. Puis, sur ses refus, les navires anglais et américains ouvrirent le feu. On était alors au 15 mars.

Le 23, le bombardement de la ville, mené très lentement, dura encore. Les habitants étaient allés, en grand nombre, se réfugier sur les navires de guerre. Des compagnies de débarquement, mises à terre, ont eu à lutter contre les rebelles et ont perdu quelques hommes.

Tels sont les faits. On est excité à Londres contre les Allemands. On est surpris à Berlin des procédés employés par les commandants des navires anglais et

américains. Bref, cet incident n'est pas sans causer quelques appréhensions dans les milieux diplomatiques.

Marc Landry.

L'opinion en Allemagne

Berlin, 30 mars. — Les journaux officiels ou inspirés, tels que la *Post*, le *Lokal Anzeiger*, espèrent que le bombardement d'Apia n'empêchera pas les négociations d'aboutir à une solution pacifique. La *Post* va jusqu'à dire que le différend entre les indigènes et les Anglo-Américains n'intéresse pas l'Allemagne.

Les journaux conservateurs, tels que le *Deutsche Tages-Zeitung*, la *Kreuz-Zeitung*, le *Reichsbote* (journal de l'impératrice), la *Staatsbürger-Zeitung* protestent contre l'affront sanglant infligé à l'Allemagne, et semblent vouloir entreprendre contre M. de Bulow, qu'on accuse de faiblesse, une campagne de presse.

Le *Berliner Tageblatt* affirme qu'un obus anglais est tombé sur la consular allemande. L'affront dont se plaint la presse consiste en ceci :

Les consuls anglais et américains ont proclamé la déchéance du gouvernement provisoire de Samoa.

Le consul allemand réclame immédiatement une protestation déclarant ce gouvernement provisoire seul légitime et encourageant les indigènes à la résistance. Suivent immédiatement l'ultimatum et le bombardement des Anglo-Américains.

L'Allemagne, qui ne possédait qu'un vaisseau à Samoa, fut dans l'impossibilité de défendre ses positions.

C'est donc un affront que l'Angleterre et l'Amérique lui ont infligé.

Cet affront, la presse en fait porter la responsabilité à l'Angleterre. Le gouvernement américain avait fait parvenir à l'Allemagne, aujourd'hui même, une dépêche conciliante. On croit, ici, que l'Angleterre a voulu saisir, à tout prix, l'occasion d'agir en commun avec l'Amérique contre une puissance continentale.

Comme l'Allemagne n'est pas en état de lutter, elle s'efforcera d'obtenir une satisfaction diplomatique.

Le gouvernement allemand demanderait que l'amiral Kautz fût démis.

L'ambassadeur américain M. White et le ministre von Bulow s'efforcent de rétablir la paix menacée ; mais, dans le peuple allemand, le ressentiment de l'affront subi ne s'effacera pas de longtemps.

Au ministère des affaires étrangères, on est résolu à ne pas transformer le bombardement d'Apia en conflit international, et à lui conserver son caractère local. On n'en est pas moins stupéfié du procédé, peu amical et peu héroïque, d'autant que M. Hay avait donné au gouvernement allemand l'assurance formelle que l'amiral Kautz n'interviendrait qu'en cas d'extrême urgence. — Ch. BONNERON.

Washington, 30 mars. — Un télégramme officiel annonce que la situation s'est améliorée, aux îles Samoa, depuis les dernières dépêches.

A l'Etranger

NOUVELLES

ALLEMAGNE

L'ACCORD ANGLO-FRANÇAIS ET LA PORTE Francfort, 30 mars. — On mande de Constantinople à la *Gazette de France* :

« La Porte a envoyé aux ambassadeurs de Turquie à Londres et à Paris des notes dans lesquelles elle proteste vivement contre la convention anglo-française relative à l'Afrique. Malgré cette convention, la Porte exprime l'opinion que le territoire réservé à la France appartient à la Turquie et est situé dans la sphère d'influence de sa possession africaine de Tripoli. »

ITALIE

L'ATTENTAT CONTRE GUILLAUME II Ancône, 30 mars. — La Chambre des mises en accusation d'Ancône a exclu l'imputation d'attentat contre la vie de l'empereur Guillaume ; elle a formé l'imputation de calomnie contre Mario Bazzani qui avait déposé une bombe dans le magasin Parviri pour simuler un complot.

Bazzani sera renvoyé devant la Cour d'assises d'Ancône.

La Chambre des mises en accusation a renvoyé treize anarchistes arrêtés à Alexandrie au jugement du Tribunal consulaire de cette ville, comme appartenant à une association de délinquants.

Rome, 30 mars. — La Commission générale du budget vient de vérifier le chiffre des dépenses occasionnées au Trésor par les troubles de mai dernier dans la Péninsule : ce chiffre s'élève à 21 millions, en y comprenant 3 millions de pertes subies sur la distribution des blés aux communes, perte provenant de la différence entre le prix d'achat et celui de la cession.

A ces 21 millions il faut encore ajouter le million qui, depuis lors, grève le budget du ministère de l'intérieur pour faire face au surcroît de dépenses résultant de la nouvelle organisation, non reconnue nécessaire, de la sûreté publique.

Il résulterait que, sans la dépense extraordinaire de ces 21 millions, l'exercice financier 97-98 se serait clos avec un excédent de 16 millions.

D'après le recensement fait en janvier par la commune de Rome, la population stable de la Ville éternelle dépasserait un peu le demi-million. — FELIX.

LA CHAMBRE

Jeudi 30 mars.

ENFIN !

(Séance du matin)

L'opération que l'on désigne au théâtre par le mot *débayer* a été conduite, ce matin, de main de maître, par M. Georges Cochery, vice-président, qui tenait la sonnette. La Chambre en était restée au chapitre 28 de la loi de finances ; en deux petites heures, elle a atteint et franchi, sans encombre, le chapitre 57 et dernier. On a tout débayer et même tout balayé.

Il faut dire que le courant y était et qu'il suffisait d'un mot du président pour emporter les barrages. Plusieurs ministres, M. Poyrat, M. Leygues, M. Krantz, étaient là aussi pour y aider.

C'est ainsi que, dès le début, une douzaine d'amendements ont disparu de l'affiche. On ne les repoussait pas précisément, on les renvoyait, pour un supplément d'étude, aux grandes Commissions qui se sont partagées la préparation du travail parlementaire. A l'appel de chaque proposition nouvelle, son auteur se levait et disait, aux applaudissements de la Chambre : « Je la retire ! »

Mais M. Emile Rey, député du Lot, est un homme tenace qui ne retire jamais. Les quatorze millions de mandats périmés, dont a hérité le Trésor public, exerçant sur son esprit une fascination irrésistible, il a demandé qu'on employât ce boni imprévu à développer l'assistance publique dans les campagnes par la création — et surtout par la dotation — de nouveaux bureaux de bienfaisance. Il criait, au milieu du bruit : « C'est de l'ar-

gent trouvé, vous le devez aux pauvres ! »

L'idée, en soi, n'était peut-être pas mauvaise ; mais le ministre des finances tenait à ses quatorze millions et, malgré l'opiniâtreté insistante de M. Emile Rey, la Chambre a fini par lui laisser. A vrai dire, la réclamation de M. Rey arrivait mal ; il aurait dû l'introduire dans la discussion du budget des dépenses depuis longtemps volé, et ses collègues, prétextant du retard, n'ont pas été fâchés de donner une petite leçon inoffensive à ce brave Grouchy parlementaire.

Un exemple à un peu démonté les combattants de la dernière heure, M. l'abbé Lemire, M. Isnard, M. Modeste Leroy qui, après un semblant de résistance, se sont décidés à battre en retraite, et même à se rendre, sur la promesse qu'on les recevrait à composition.

MM. Cléou et Ferrette n'ont capitulé qu'à bon escient. La loi qui accorde aux agriculteurs des indemnités variables pour l'abatage de leurs animaux malades n'a pas produit les résultats qu'on en attendait. La proportion est mal établie. Elle fonctionne en raison inverse des pertes réelles, donnant trop ou trop peu, suivant les cas.

Le ministre de l'agriculture, M. Viger, a promis de régulariser, sans crédits nouveaux, cette déficiente échelle.

M. Cléou a cédé, M. Ferrette s'est calmé, et le budget, tel qu'il est établi, se chargera de contenir tous les propriétaires des animaux malades de la peste.

M. Carnaud, député de Marseille, et M. Pams, député de Port-Vendres, ont réclamé en faveur des marins et des pêcheurs de la Méditerranée, auxquels une loi récente impose des prélèvements excessifs pour alimenter la Caisse de prévoyance.

M. Pams est un très bon esprit. Il n'abuse point de la tribune, mais il en use, à l'occasion, avec vigueur et succès. En un mot, il parle peu et bien ; c'est un témoignage que lui ont rendu, aujourd'hui encore, tous ses collègues :

M. Jules Pams. — Nous sommes en présence d'une population affolée qui réclame l'abrogation d'une loi que tout le monde connaît inopérante au bassin de la Méditerranée. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

Cette loi, votée à la hâte par la Chambre, n'est qu'un trompe-l'œil. Elle porte une atteinte à la petite pêche, et elle viole les principes, puisqu'elle impose aux petits pêcheurs la mutualité que nous n'imposons pas aux grands. (Applaudissements sur divers bancs.)

Nous demandons en conséquence la suppression de cette disposition, qui va à l'encontre du but poursuivi. (Nouveaux applaudissements sur divers bancs. La clôture.)

Aux justes revendications de MM. Carnaud et Pams, la majorité n'a opposé qu'une objection : « Il est trop tard ! » Trop tard pour cette année et trop tôt pour l'année prochaine. La proposition a été renvoyée à la Commission de la marine par 328 voix contre 184 ; mais le règlement de cette affaire n'est qu'ajourné.

Après ce vote, on a encore expédié quelques broutilles sans importance, puis M. Georges Cochery a prononcé le mot sacramental : « Le budget est terminé ! » Une acclamation unanime lui a répondu ; une suppression qu'elle aura de l'écho dans toute la France.

Il restait cependant à entendre une déclaration, ou plutôt une protestation de M. Vaillant, député socialiste de Paris. Je la donne tout entière, comme un échantillon du genre :

M. Vaillant. — Aucune des réformes principales réclamées par la classe ouvrière et le socialisme ne sont inscrites dans ce budget. Ni le droit à l'existence, ni le droit au travail, ni les lois protectrices du travail ne sont garanties par le budget ou par la Constitution. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Nous n'avons pu obtenir la substitution des milices nationales aux armées permanentes. (Exclamations au centre et à droite), ni la suppression du budget des cultes, ni la réforme de l'impôt.

M. Morinaud. — Vous ne l'avez pas proposé sur le budget.

M. Vaillant. — Nous la réclamons incessamment.

Dans ces conditions, le budget reste le compte administratif et financier des institutions réactionnaires et capitalistes que nous voulons détruire ou transformer. En conséquence, les socialistes doivent voter et voteront contre le budget. Telle est la déclaration que j'avais à faire en mon nom et au nom de mes amis. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

Le budget général de 1899 n'en a pas moins été voté — par la Chambre seulement — ce 30 mars 1899, avec cinq douzièmes provisoires, à la majorité de 484 voix contre 46, et on s'est ajourné à trois heures pour discuter l'élection de M. le comte Lanjuinais élu dans l'arrondissement de Pontivy.

(Séance de l'après-midi)

Les vérifications électorales sont généralement fastidieuses ; mais aujourd'hui elles ont dépassé la permission.

C'est le rapporteur du 8^e bureau, M. Dubief, député radical de Saône-et-Loire, qui a accepté, sans enthousiasme, la tâche toujours ingrate d'attaquer une élection dans laquelle la majorité atteint 2,600 voix. Il s'en est excusé avec beaucoup de courtoisie :

M. Dubief, rapporteur. — Malgré mon état de fatigue, je n'ai pas voulu que de mon fait cette discussion fût ajournée. Ma tâche est difficile et délicate, et je puis dire que je n'ai pas attaché si je n'avais cru remplir un haut devoir de moralité politique. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs à gauche.)

Je remplirai cette tâche en me livrant à un examen rigoureux et impartial des faits, avec un sentiment de déférence pour le vieux parlementaire de race et de tradition qu'est M. le comte Lanjuinais.

Je rends hommage à ceux qui, fidèles à leur drapeau, restent irréductibles dans leur foi politique et religieuse ; c'est un exemple pour quelques-uns, cela impose, en tout cas, le respect à tous. (Applaudissements.)

Quant aux griefs, ils sont nombreux, mais connus, et, pour ainsi dire, habituels, classiques. On les retrouve dans toutes les élections bretonnes, ce qui m'amène à cette conclusion : « Laissez donc la Bretagne tranquille ! » Louis XIV qui l'a beaucoup inquiétée la harcèlerait moins que vous.

Ce qu'on reproche à M. le comte Lanjuinais, c'est sa grosse majorité. Au mois de mai dernier, il avait été battu, ou presque battu, par M. Langlais dont l'élection fut annulée, faute de majorité certaine. Aujourd'hui il bat son adversaire à plates coutures et alors on dit : Quel changement ! Cela n'est pas naturel ! Il doit y avoir quelque chose là-dessous !

Il y a, dit le rapporteur, l'ingénierie clérical. « Les prêtres ont transformé la chaire de paix en tribune de club ! » Ce n'est pas tout, on signale des faits de pression patronale ; des agapes tendancieuses. « On a débité un veau par tranches » ; on a menacé des fermiers, on a distribué de petites sommes d'argent, etc. Voilà pourquoi le bureau conclut à une enquête — vont-ils encore tourmenter cette pauvre Bretagne ? — sur l'élection de M. le comte Lanjuinais.

L'impression de la Chambre ne semblait pas favorable à cette enquête bretonne et M. le comte Lanjuinais n'a pas eu beaucoup de peine à gagner sa cause. S'il faut l'en croire, l'honorable rapporteur, « la force de s'hypnotiser sur son dossier », a fini par prendre une aiguille à tricoter pour la tour Eiffel. Quant à l'ingénierie du clergé, jugez-la :

M. le comte Lanjuinais. — Quant à l'ingénierie du clergé, elle n'a pas été appréciable, et M. le rapporteur le regrette presque. Mais les protestataires n'en disent rien, se rappelant sans doute que M. Langlais s'intitulait le seul candidat du Pape (Rires à droite). Il y a eu cependant une manœuvre clérical, mais elle émane de mes adversaires. Voici, en effet, une image d'Épinal sur laquelle on voit un prêtre présentant à l'urne un bulletin au nom du docteur Langlais et foulant mes bulletins aux pieds. (Très bien ! très bien ! et rires sur un grand nombre de bancs.)

A quoi bon l'enquête ? s'écrie M. le comte Lanjuinais en terminant. « Tous ceux qui connaissent l'état des esprits de ma circonscription savent que, s'il fallait recommencer, je serais élu avec une majorité beaucoup plus forte ».

La Chambre était édiflée. Cependant, elle n'a pas voulu refuser à M. André Berthelot le plaisir de répliquer ? Que diable M. André Berthelot allait-il faire dans cette galère ? Beaucoup de députés qui n'ont peut-être ni son talent ni son avenir, mais qui ont plus d'expérience, ne s'y sont pas risqués. Il n'a pu que répéter, en les délayant un peu, les arguments de M. Dubief et, après une spirituelle explication de M. Denys Cochin, l'élection de M. le comte Lanjuinais a été validée par 201 voix contre 225.

Il n'y avait plus qu'à se séparer en fixant la date du retour. Le Sénat s'étant ajourné au 9 mai, on croyait que la Chambre accepterait cette date ; le lourd travail qu'elle vient de faire l'y autorisait. Cependant elle a repoussé à huit voix de majorité la rentrée au 9 mai ; puis, à égalité, la rentrée au 8 mai, et, enfin, elle s'est arrêtée à la date du 2 mai. Les faiseurs de zèle s'agitent ! On emporte. Elle reviendra huit jours avant le Sénat, et sera réduite à tuer le temps en attendant le bon plaisir du Luxembourg ; mais elle aura fait une démonstration d'activité.

Je ne cesserai jamais de répéter un des mots les plus profonds de Michelet : « Faire croire, tout est là ! »

Pas-Perdus.

LE SÉNAT

C'est sans débat, c'est à l'unanimité, que le Sénat vote les deux douzièmes provisoires avec les modifications introduites par la Chambre.

Il reçoit ensuite le budget de 1899, que vient de lui envoyer enfin l'autre assemblée, et le confie aux bons soins de sa Commission des finances.

Il ne resterait plus qu'à partir si M. Paul Strauss n'avait pris rendez-vous avec le gouvernement pour traiter une question qui intéresse au plus haut degré tous les Parisiens : celle des eaux potables.

M. Paul Strauss estime, avec raison, qu'il faut en finir avec une situation devenue vraiment intolérable.

M. Legerand, à défaut d'eau potable, prodigue l'eau bénite de cour et, comme il parle de soumettre à une Commission un ensemble de mesures plus ou moins efficaces, nous pouvons espérer que nos arrière-neveux ne boiront plus, pendant les grandes chaleurs, l'eau de Seine. Ce sera vers la fin du vingtième siècle.

L'incident est clos ; le Sénat s'ajourne au mardi 9 mai.

P. B.

LA SOMATOSE

Il est souvent bien difficile d'arrêter son choix en parcourant la liste si longue des reconstituants ; tous ou presque tous ont certaines qualités, mais la grosse question est de savoir si tel ou tel produit vous convient.

La est le succès incontesté de la Somatose qui, seule entre tous, convient à tous les âges et à tous les tempéraments, et se trouve dans toutes les pharmacies.

NOTES D'UN PARISIEN

Gros débat, avant-hier, à la Chambre, sur la question de savoir si l'on ferait de la publicité sur les boîtes d'allumettes. Il paraissait choquant à quelques-uns que l'Etat se mit à recommander tels produits plutôt que tels autres. Finalement, la majorité a passé outre ; mais ce petit incident a rappelé un cas de conscience absolument analogue que s'était posé Louis Blanc au moment de la fondation de son journal, *l'Homme libre*.

Louis Blanc, il est superflu de le rappeler, était un homme à principes, très austère et très scrupuleux en toutes choses. Il repoussait toutes les épreuves de son journal, jusques et y compris les annonces.

Il lui tomba sous les yeux, un soir, une réclamation de pharmacie dans laquelle il était dit que « le meilleur purgatif était le purgatif Y... ». Louis Blanc appela le secrétaire de la rédaction et, lui montrant l'épave :

« Ne trouvez-vous pas, lui dit-il, que nous nous avançons beaucoup en publiant cette note ? »

« Comment cela ? »

« Mais oui. Qui nous autorise à affirmer, sans avoir expérimenté nous-mêmes, que le meilleur purgatif est celui-là, plutôt que tel autre ? Quelle raison avançons-nous de garantir cette supériorité à nos lecteurs ? »

Le secrétaire de la rédaction, assez interloqué, ne pouvait que répondre :

« Mais c'est l'usage. Tous les autres journaux le font... »

« Tous les autres journaux ont tort... répliquait sévèrement Louis Blanc. Et, d'un ton impératif :

« Il ne faut jamais rien imprimer dont on ne soit certain. Cette annonce ne paraîtra pas ! »

L'annonce ne parut pas, en effet, et au bout d'un certain temps de ce régime, *l'Homme libre* mourut de sa belle mort.

LE PREMIER OBJECTIF

En cette saison, le premier objectif de chacun doit être de connaître... celui dont sont munies depuis peu les Photo-Jumelles J. Carpentier, l'objectif Cooke, qui ne faut pas confondre avec les objectifs Koch. C'est la mai on Babbreok alné et fils, 81, boulevard du Montparnasse, à Paris, qui a le dépôt des Photo-Jumelles montées avec objectifs Cooke. Son catalogue est adressé franco sur demande.

REVUE DES JOURNAUX

M. Ranc publie dans le *Radical* la lettre suivante, qui fut adressée, le 1^{er} novembre 1897, au général Billot, ministre de la guerre, par M. Scheurer-Kestner. Cette lettre fut écrite le lendemain ou le surlendemain de la conversation qu'avait eue M. Scheurer-Kestner avec le ministre, conversation au cours de laquelle le général Billot s'était engagé à procéder à une enquête, mais sous la promesse que M. Scheurer-Kestner garderait le silence pendant une quinzaine de jours, et ne parlerait même pas de cet entretien.

Le lendemain, plusieurs journaux, notamment le *Matin*, paraissent de cette entrevue. M. Scheurer-Kestner écrit alors au général Billot :

1^{er} novembre 1897.

Mon cher ami,

Lis le *Matin* d'hier. Tu l'as lu certainement. Qui a commis l'indiscrétion ? Je ne sais, mais ce n'est pas moi. Qui donc alors ? Tu es bien mal servi, ou plutôt tu es desservi. Je t'ai promis le silence ; tu m'as engagé le tien. Mais il ne faudrait pas cependant que je devinsse la victime de ma discrétion, et d'est ce qui pourrait m'arriver si tu ne fais pas taire les imprudents qui l'entourent.

Fais l'enquête loyale que tu m'as promise, fais-la courageusement, résolument, et ne permets pas à d'autres de se mêler, surtout de cette façon. L'armée, que j'aime autant que toi, ne pourrait qu'y perdre. Elle peut s'en tirer honorablement encore ; demain peut-être sera-t-il trop tard.

Je t'en conjure, au nom de cet intérêt sacré, foute aux pieds toute considération secondaire ; c'est digne de toi.

Tu ne m'as rien dit qui soit de nature à entamer ma conviction. Je ne t'ai pas dit tout ce que je sais, mais je t'ai mis sur la voie et cela m'a suffi pour le moment. Cherche, cherche et tu trouveras.

En quoi l'armée sera-t-elle touchée si les généraux reconnaissent eux-mêmes qu'il y a eu peut-être une erreur judiciaire ? Ils en seraient grandis et le général Mercier et les autres. L'opinion publique serait avec eux. Sois-en certain !

Que si, au contraire, on parvient à étouffer ce qui ne doit pas être dit, dans notre pays de France, sans faillir, sans succomber plus tard devant la réalité, songe au désastre, non seulement pour toi, mon cher ami, mais pour cette armée à laquelle nous accordons toute notre admiration et toute notre sollicitude.

Il faut donc que nous combinions nos efforts pour éviter un pareil malheur, et je suis prêt, tu l'as bien vu,

LES COLONIES

La conquête pacifique des colonies

Nous signalions l'autre jour les encourageants résultats obtenus par M. Félix Dubois dans son projet d'importation de l'automobilisme au Soudan.

Il nous faut mentionner encore un nouveau progrès à l'actif de nos colonies. L'activité et l'initiative dont il font preuve en toutes circonstances, sont des symptômes non équivoques de ce louable esprit colonisateur qu'on nous reproche et que nous nous reprochons parfois à nous-mêmes de ne pas posséder.

Voici, en effet, que la ville d'Hanoi, siège du gouvernement général du Tonkin, va être dotée d'un réseau de tramways électriques. Ce réseau comprendra quarante kilomètres de voie ferrée, avec, bien entendu, usine centrale de production électrique. Cette entreprise est due à l'initiative de deux de nos compatriotes MM. Durand frères, qui exploitent déjà divers réseaux en France.

Notre collaborateur Jean Hess, qui a prêché ici-même la nécessité de mettre en valeur nos colonies, avec de l'argent français, dans des entreprises françaises, sera satisfait de voir que nous procédons, enfin, à la conquête pacifique et industrielle de nos colonies.

Puisque nous parlons de M. Jean Hess, apprenons que nous avons de bonnes nouvelles de lui : après un séjour en Indo-Chine, il va aller étudier les progrès de la colonisation russe en Mandchourie. Renonçant à son projet d'aller au Tibet, il gagnera la station la plus avancée du chemin de fer Transsibérien par lequel il reviendra vers la fin de juillet.

Marc Landry.

Nouvelles Diverses

LA CHARITÉ

Nous avons reçu pour les infortunes recommandées par le Figaro :

Une servante de Saint-Joseph d'A. de P. (pour M. Deveau, 58, rue Lefort, 40 fr.; pour M. Douvry, 5 fr.; pour Mme veuve Lapierre, 5 fr.); — Anonyme (pour M. Deveau, 20 francs); — R. (pour M. Deveau, 25 francs); — Anonyme (pour M. Deveau, 5 francs); — De la part de Mme A. C. (pour M. Deveau, 40 francs).

On n'a pas oublié les deux drames successifs dont les acteurs appartenaient à la légation chinoise. Le vendredi 10 février, le secrétaire Lien-Yong était tué d'un coup de revolver par l'attaché Yü-Pou qui se suicida ensuite. Le crime et le suicide étaient attribués à un accès de folie. Quelques jours plus tard, un autre attaché se jeta, du quai des Orfèvres, dans la Seine.

Le bruit court, sur le rapport qui lui a été fait de ces deux drames, l'empereur de Chine s'est ému et s'est demandé s'il n'y avait pas corrélation entre eux et certains événements qui se sont passés à Pékin. Une enquête aurait été réclamée et M. Pignon, substitut, en serait chargé.

Nous reviendrons, s'il y a lieu, sur cette étrange affaire.

UN CRIME MYSTÉRIEUX

Une émotion considérable règne depuis trois jours à Choisy-le-Roi. Elle est provoquée par la disparition d'une fillette de huit ans qu'on a tout lieu de croire, jusqu'à présent, avoir été victime d'un assassinat.

Les époux Martin, demeurant avenue Henri-Corvet, ils ont quatre enfants : l'aînée, Louise, avait huit ans. L'habitation de cette famille, une maisonnette élevée d'un étage seulement, est à proximité de la Seine.

Mardi soir, Mme Martin, qui était en train de préparer le dîner, chargea Louise d'aller chercher l'époux Martin, M. Ribet, chercher de l'huile à manger. L'enfant partit, une burette à la main. Mais, comme elle tardait à revenir, sa mère, prise d'inquiétude, se rendit à son tour chez l'époux Martin. On lui apporta la fillette était bien venue et qu'elle était repartie avec l'huile qu'elle avait demandée.

Très ancienne Mme Martin explora l'avenue, du regard, pensant que Louise avait pu se laisser entraîner, momentanément, à jouer avec de petites camarades. L'avenue était déserte.

La pauvre femme, de plus en plus inquiète, se demandait ce qu'avait pu devenir sa fille, lors qu'arriva M. Martin, revenant de son travail.

Tu n'as pas aperçu Louise? questionna-t-elle.

Non, répondit M. Martin. Mais qu'y a-t-il donc? Tu as l'air tout troublée.

La femme le mit au courant et, accompagnée des voisins qui avaient tenu à se joindre à eux, ils se mirent à battre le pays pour retrouver la petite fille. Hélas! elle demeura introuvable.

En revanche, on ramassa, dans un champ ensablé avoisinant la maison et où se trouvaient trois meules de paille, la burette qu'avait emportée la fillette, et un de ses chaussons qui, trop grand lui était sorti du pied.

Il ne fallait pas songer à remuer ces amas considérables de paille, pas plus qu'à opérer des recherches dans les trous, pleins d'eau, des sablières.

Hier, M. Lespine, commissaire de police de la localité, prévint le Parquet et la Sûreté. Un juge d'instruction, M. Lemaire, fut nommé et il chargea M. Cochefert de procéder aux premières investigations.

Le chef de la Sûreté s'est donc rendu à Choisy-le-Roi. Il a embauché quelques ouvriers pour retourner les botes de paille des trois meules, et le père de la fillette disparue s'est joint aux travailleurs. Ces recherches ont été absolument stériles. On n'a trouvé que des objets insignifiants, ayant appartenu à des chemineaux qui les oublièrent, notamment, un réveil-matin.

Craignant que la besogne ait été un peu rapidement bâclée, M. Cochefert la fera recommencer aujourd'hui.

On procédera également à des dragages dans la Seine. Un large épervier en balayera le fond, et des scaphandriers exploreront le lit du fleuve et le fond d'une sablière remplie d'eau, située à une courte distance de l'avenue Henri-Corvet.

En somme, l'enquête du chef de la Sûreté n'a amené la découverte d'aucun fait de nature à mettre sur les traces du coupable. Les soupçons s'étaient en instant égarés sur un terrassier qui travaille avec le père de la petite Victoire et qui, la connaissant, plaisait avec elle, dimanche dernier.

Cet individu a été interrogé pendant plusieurs heures, et son innocence ne fait pas de doute.

M. Cochefert a, en outre, recueilli des témoignages divers, mais qui sont tous plus fantaisistes les uns que les autres.

Voici le signalement exact de la fillette, au moment de sa disparition :

Taille 1 m. 20, brune, maigre, yeux noirs, front un peu plissé, cicatrice au menton, veste d'une chemise sans marque, d'une robe noire, un peu déchirée; d'un tablier noir, de bas et de chaussons de même couleur.

Voici le signalement exact de la fillette, au moment de sa disparition :

Taille 1 m. 20, brune, maigre, yeux noirs, front un peu plissé, cicatrice au menton, veste d'une chemise sans marque, d'une robe noire, un peu déchirée; d'un tablier noir, de bas et de chaussons de même couleur.

Voici le signalement exact de la fillette, au moment de sa disparition :

Taille 1 m. 20, brune, maigre, yeux noirs, front un peu plissé, cicatrice au menton, veste d'une chemise sans marque, d'une robe noire, un peu déchirée; d'un tablier noir, de bas et de chaussons de même couleur.

Voici le signalement exact de la fillette, au moment de sa disparition :

Taille 1 m. 20, brune, maigre, yeux noirs, front un peu plissé, cicatrice au menton, veste d'une chemise sans marque, d'une robe noire, un peu déchirée; d'un tablier noir, de bas et de chaussons de même couleur.

Voici le signalement exact de la fillette, au moment de sa disparition :

Taille 1 m. 20, brune, maigre, yeux noirs, front un peu plissé, cicatrice au menton, veste d'une chemise sans marque, d'une robe noire, un peu déchirée; d'un tablier noir, de bas et de chaussons de même couleur.

Voici le signalement exact de la fillette, au moment de sa disparition :

Taille 1 m. 20, brune, maigre, yeux noirs, front un peu plissé, cicatrice au menton, veste d'une chemise sans marque, d'une robe noire, un peu déchirée; d'un tablier noir, de bas et de chaussons de même couleur.

Voici le signalement exact de la fillette, au moment de sa disparition :

Taille 1 m. 20, brune, maigre, yeux noirs, front un peu plissé, cicatrice au menton, veste d'une chemise sans marque, d'une robe noire, un peu déchirée; d'un tablier noir, de bas et de chaussons de même couleur.

Voici le signalement exact de la fillette, au moment de sa disparition :

Taille 1 m. 20, brune, maigre, yeux noirs, front un peu plissé, cicatrice au menton, veste d'une chemise sans marque, d'une robe noire, un peu déchirée; d'un tablier noir, de bas et de chaussons de même couleur.

Voici le signalement exact de la fillette, au moment de sa disparition :

Taille 1 m. 20, brune, maigre, yeux noirs, front un peu plissé, cicatrice au menton, veste d'une chemise sans marque, d'une robe noire, un peu déchirée; d'un tablier noir, de bas et de chaussons de même couleur.

Voici le signalement exact de la fillette, au moment de sa disparition :

Taille 1 m. 20, brune, maigre, yeux noirs, front un peu plissé, cicatrice au menton, veste d'une chemise sans marque, d'une robe noire, un peu déchirée; d'un tablier noir, de bas et de chaussons de même couleur.

Voici le signalement exact de la fillette, au moment de sa disparition :

Taille 1 m. 20, brune, maigre, yeux noirs, front un peu plissé, cicatrice au menton, veste d'une chemise sans marque, d'une robe noire, un peu déchirée; d'un tablier noir, de bas et de chaussons de même couleur.

Voici le signalement exact de la fillette, au moment de sa disparition :

Taille 1 m. 20, brune, maigre, yeux noirs, front un peu plissé, cicatrice au menton, veste d'une chemise sans marque, d'une robe noire, un peu déchirée; d'un tablier noir, de bas et de chaussons de même couleur.

Voici le signalement exact de la fillette, au moment de sa disparition :

Taille 1 m. 20, brune, maigre, yeux noirs, front un peu plissé, cicatrice au menton, veste d'une chemise sans marque, d'une robe noire, un peu déchirée; d'un tablier noir, de bas et de chaussons de même couleur.

Voici le signalement exact de la fillette, au moment de sa disparition :

Taille 1 m. 20, brune, maigre, yeux noirs, front un peu plissé, cicatrice au menton, veste d'une chemise sans marque, d'une robe noire, un peu déchirée; d'un tablier noir, de bas et de chaussons de même couleur.

Voici le signalement exact de la fillette, au moment de sa disparition :

Taille 1 m. 20, brune, maigre, yeux noirs, front un peu plissé, cicatrice au menton, veste d'une chemise sans marque, d'une robe noire, un peu déchirée; d'un tablier noir, de bas et de chaussons de même couleur.

Voici le signalement exact de la fillette, au moment de sa disparition :

Taille 1 m. 20, brune, maigre, yeux noirs, front un peu plissé, cicatrice au menton, veste d'une chemise sans marque, d'une robe noire, un peu déchirée; d'un tablier noir, de bas et de chaussons de même couleur.

Voici le signalement exact de la fillette, au moment de sa disparition :

Taille 1 m. 20, brune, maigre, yeux noirs, front un peu plissé, cicatrice au menton, veste d'une chemise sans marque, d'une robe noire, un peu déchirée; d'un tablier noir, de bas et de chaussons de même couleur.

Voici le signalement exact de la fillette, au moment de sa disparition :

Taille 1 m. 20, brune, maigre, yeux noirs, front un peu plissé, cicatrice au menton, veste d'une chemise sans marque, d'une robe noire, un peu déchirée; d'un tablier noir, de bas et de chaussons de même couleur.

Voici le signalement exact de la fillette, au moment de sa disparition :

Taille 1 m. 20, brune, maigre, yeux noirs, front un peu plissé, cicatrice au menton, veste d'une chemise sans marque, d'une robe noire, un peu déchirée; d'un tablier noir, de bas et de chaussons de même couleur.

Voici le signalement exact de la fillette, au moment de sa disparition :

A L'HOTEL DE VILLE

Hier, s'est réunie la Commission du *Vieux Paris*. Elle s'est particulièrement occupée de la tour de la Liberté, trouvée dans les fondations de la Bastille et appelée à être reconstruite quai des Célestins.

En sa qualité de successeur de M. Muzet, M. Levêq ne pouvait manquer de transmettre au Conseil municipal les plaintes des commerçants du Palais-Royal, d'où la vie s'est retirée.

Pourquoi? D'après l'honorable conseiller, cela tient à l'ouverture de l'avenue de l'Opéra et à l'isolement dans lequel se trouve le vieux palais du cardinal de Richelieu, étagé entre les rues de Valois et de Montpensier.

Il demande en conséquence la continuation de la rue de Beaujolais jusqu'à la rue Vivienne, l'établissement de rampes en pente douce accessibles aux voitures et aux piétons, la suppression des poutres de la Banque de France qui est toujours prête à dégrader de son côté le Palais-Royal.

Tout cela serait très bien, mais en attendant, comment ne songe-t-on pas à demander la réouverture des portes donnant sur la place du Palais-Royal, portes par lesquelles naguère encore le public entraînait librement dans ce qui fut si longtemps le siège de la vie parisienne?

Chose curieuse à noter au lendemain de la « fête du Travail ».

Dans le dernier mois, 35 ouvriers peintres ont demandé asile au seul refuge municipal Nicolas-Flamel. Ignorent-ils l'existence de l'association du *Travail*? N'ont-ils pas voulu, comme ils le pouvaient, lui demander secours? Voilà ce qu'il serait intéressant de savoir.

Mais qui oserait encore parler d'égalité quand on voit, d'un côté, 38 ouvriers avoir un million à leur disposition et de l'autre, 35 qui ne savent où coucher? Il serait utile de connaître à ce sujet l'avis des conseillers socialistes qui, le 27 mars, ont célébré les ouvriers du *Travail*.

Serons-nous, quelque jour, servis par des éléphants?

On peut le croire après la proposition de M. Achille qui demande 4,000 francs pour la domestication de l'éléphant d'Afrique.

Messieurs, dit-il, le Conseil a bien voulu, en 1898, accorder une subvention de 1,000 francs au Comité d'initiative scientifique et économique pour la domestication de l'éléphant d'Afrique, constitué à Paris sous le patronage de la Société nationale d'acclimatation de France et subventionnant la mission de M. Paul Bourdier.

De nouveaux éléments d'appréciation, quant aux intérêts du commerce et de l'industrie parisiens, sur l'ivoire, sont aujourd'hui fournis par M. Bourdier.

C'est d'abord son départ pour l'Afrique afin de procéder de la manière à arriver sur les lieux de ses opérations de capture et de dressage d'éléphants en saison sèche, par conséquent en saison favorable.

C'est ensuite la démonstration pratique de sa tâche, déjà donnée au Congo. Un éléphant de deux ans a été dressé, avec la plus grande facilité, en quelques semaines, à effectuer des travaux de manœuvre, et il a fait monter de 320 kilos, c'est-à-dire la charge de douze noirs, et traîne sans fatigue des troncs d'arbres de 880 et 1,000 kilos.

Voilà donc, complètement démontrée, la thèse de M. Bourdier; en conséquence, son initiative mérite grandement d'être encouragée.

C'est pourquoi je propose :

1° De renouveler la subvention accordée à la mission de Bourdier ;

2° De porter le montant à la somme de 4,000 francs.

La demande est renvoyée à la Commission d'études avec avis favorable.

Après avoir signalé la façon trop coûteuse dont l'Assistance publique s'alimente aux Halles, M. Ranson fait voter un ordre du jour concluant à la réorganisation du service de l'inspection.

M. Ambrose Rendu dépose un vœu tendant à réclamer pour la Ville des sommes plus importantes sur les bénéfices du pari mutuel, afin de constituer des pensions de 250 francs au profit des vieillards indigents habitant Paris depuis plus de vingt ans.

Ce vœu est envoyé à l'étude.

M. Sauton propose au Conseil de constituer une Commission chargée de centraliser toutes les questions relatives au personnel de la préfecture de la Seine. Les six Commissions permanentes et la Commission seraient représentées dans cette Commission de centralisation.

La proposition de M. Sauton est acceptée.

La session est close. Les séances publiques ne recommenceront pas avant la fin d'avril.

Henri Hamois.

Informations

A l'Elysée. — Le Président de la République a reçu hier matin M. Christian, directeur de l'Imprimerie nationale ; les préfets de l'Aude et de la Meuse, et une délégation de la presse de la Marne et de l'Aisne, qui lui a été présentée par MM. Morlot, député de Châteauneuf-Thierry, et Feignot, député d'Epervier.

Le ministre de l'Intérieur a reçu hier matin, à l'Elysée, le chef de l'Etat la grâce de M. Ch. Foulon, condamné pour délit de presse.

blonde barbe imposante, ils le dupèrent effrontément. Mme Corvetté, dans l'attitude algébrique d'une nation vaincue qui subit un traité de paix, signait sans lire les papiers que son mari lui présentait, certaine seulement d'acheter, au prix d'un atroce avenir, un peu d'oubli dans le présent.

Courte trêve. Les intérêts démesurés des prêteurs vinrent à échéance. Des huissiers présentèrent des factures de fournisseurs. Le propriétaire s'émou.

Et, ce matin même, quelques heures avant l'arrivée des invités du dimanche, le courrier apportait un affreux concert de menaces et d'ultimatums.

Mais alors, dans une fièvre de terreur, Mme Corvetté vit surgir l'inspiration libératrice. Elle l'entrevoit depuis longtemps, mais elle ne l'avait jamais vue, tout en face, où le hasard seul ramène, soudain l'image de salut s'élève en traits précis, toute parée de logique et de raison : Julien emprunterait une ronde somme à sa sœur ; elle n'usait même pas son revenu, grâce au succès d'argent de son mari ; il suffirait, sous un prétexte quelconque, de faire appel à sa tendresse presque filiale ; cette fois encore, elle ne connaîtrait pas la vérité.

Son mari converti, stimulé, poussé par les épaules vers la chambre de Marthe, l'attendait parut lointain à Mme Corvetté. Mais quel élan de joie quand le parlementaire rapporta l'affetueuse promesse ! Fayolle ne la désavouerait sûrement pas.

Subitement, elle publia ces quatre mois de sursauts, de mensonges et d'angoisses. Ils furent retranchés de sa vie. La nature a de ces mystérieuses compassions. Ainsi le patient perd le souvenir précis de la douleur physique dès qu'une cause quelconque la supprime ou la stupéfie.

Il semble à Mme Corvetté que tout ce passé fut un rêve de fièvre, traversé par cette bande de loup hurlants, qui disparaît à sa proie aux crocs ; elle s'est endormie un soir d'avril, elle s'éveille un jour d'été, loquaces sous le regard énamouré de James.

Dans l'après-midi, M. Loubet a reçu M. de Noailles, ambassadeur de France à Berlin, et M. Noblemare, directeur de la Compagnie P.-L.-M.

Conseil de cabinet. — Au Conseil de cabinet tenu hier matin, au ministère de l'Intérieur, M. de Broglie a fait connaître que les expériences de télégraphie sans fil faites entre Boulogne (Wimereux) et Douvres (San Margare) ont réussi. Ces expériences vont se poursuivre.

Voici le texte de la première dépêche adressée aux ministres de la marine, de la guerre et du commerce, par les délégués de la Commission française d'expériences de télégraphie sans fil à ministères marine, guerre, commerce.

Délégues Commission française d'expériences de télégraphie sans fil à ministères marine, guerre, commerce.

Délégues et M. Marconi ont honoré vous adresser d'Angleterre première dépêche travers Manche. Appareil fonctionna régulièrement.

LEON D'HONNEUR. — Le directeur du service de santé, M. Merlin, est promu commandeur de la Légion d'honneur.

Il est également nommé : Au grade de chevalier, le capitaine d'artillerie de marine Marand (faits de guerre au Soudan) ; les lieutenants d'infanterie de marine Jacobi (faits de guerre à Madagascar), Jacobi et Guignard (faits de guerre au Soudan).

Marine. — Le capitaine de vaisseau Germainet est nommé au commandement de la division navale du Pacifique oriental et du croiseur de 2^e classe *Prolet*.

Le capitaine de frégate Surcouf est nommé au commandement du groupe de bâtiments en réserve, 2^e catégorie spéciale, à Cherbourg.

Promus dans l'infanterie de marine : Colonel, le lieutenant-colonel Colonna de Giovenella ; Lieutenants-colonels, les chefs de bataillon Panier des Tonches, Largy et Buysk ; chefs de bataillon, les capitaines Lemoine, Gubian, Pouillart, Lamarche et Rott.

Mouvement de percepteurs. — Par arrêté du ministre des finances, sont nommés percepteurs :

Aisne : M. La Flize, au Novion ; M. Marquet, à Chassemy, Alpes-Maritimes ; M. Blaise, à l'Escarène, Ariège ; M. Peyron, à Oust, Aude ; M. Groc, à Belpech ; M. Henry, à Peyrède ; M. Hays, adjoint d'antenne, à Saint-Michel-de-Lanès, Aveyron ; M. Martin, à Conques ; M. Costes, à Sauveterre.

Charente : M. Amiot, à Chassemy ; M. Sauter, à Vitré, Charente-Inférieure ; M. Tenot, à Saint-Soult ; M. Levellé, à Andilly ; M. Renault, à Saint-Genis, Corrèze ; M. Pelé, à Donzenac, Côtes-du-Nord ; M. Noblot, à Saint-Euphrasie ; M. Deville, à Morsac, à Saint-Michel-de-Lanès, Aveyron ; M. Martin, à Conques ; M. Costes, à Sauveterre.

Charente : M. Amiot, à Chassemy ; M. Sauter, à Vitré, Charente-Inférieure ; M. Tenot, à Saint-Soult ; M. Levellé, à Andilly ; M. Renault, à Saint-Genis, Corrèze ; M. Pelé, à Donzenac, Côtes-du-Nord ; M. Noblot, à Saint-Euphrasie ; M. Deville, à Morsac, à Saint-Michel-de-Lanès, Aveyron ; M. Martin, à Conques ; M. Costes, à Sauveterre.

Charente : M. Amiot, à Chassemy ; M. Sauter, à Vitré, Charente-Inférieure ; M. Tenot, à Saint-Soult ; M. Levellé, à Andilly ; M. Renault, à Saint-Genis, Corrèze ; M. Pelé, à Donzenac, Côtes-du-Nord ; M. Noblot, à Saint-Euphrasie ; M. Deville, à Morsac, à Saint-Michel-de-Lanès, Aveyron ; M. Martin, à Conques ; M. Costes, à Sauveterre.

Charente : M. Amiot, à Chassemy ; M. Sauter, à Vitré, Charente-Inférieure ; M. Tenot, à Saint-Soult ; M. Levellé, à Andilly ; M. Renault, à Saint-Genis, Corrèze ; M. Pelé, à Donzenac, Côtes-du-Nord ; M. Noblot, à Saint-Euphrasie ; M. Deville, à Morsac, à Saint-Michel-de-Lanès, Aveyron ; M. Martin, à Conques ; M. Costes, à Sauveterre.

Charente : M. Amiot, à Chassemy ; M. Sauter, à Vitré, Charente-Inférieure ; M. Tenot, à Saint-Soult ; M. Levellé, à Andilly ; M. Renault, à Saint-Genis, Corrèze ; M. Pelé, à Donzenac, Côtes-du-Nord ; M. Noblot, à Saint-Euphrasie ; M. Deville, à Morsac, à Saint-Michel-de-Lanès, Aveyron ; M. Martin, à Conques ; M. Costes, à Sauveterre.

Charente : M. Amiot, à Chassemy ; M. Sauter, à Vitré, Charente-Inférieure ; M. Tenot, à Saint-Soult ; M. Levellé, à Andilly ; M. Renault, à Saint-Genis, Corrèze ; M. Pelé, à Donzenac, Côtes-du-Nord ; M. Noblot, à Saint-Euphrasie ; M. Deville, à Morsac, à Saint-Michel-de-Lanès, Aveyron ; M. Martin, à Conques ; M. Costes, à Sauveterre.

Charente : M. Amiot, à Chassemy ; M. Sauter, à Vitré, Charente-Inférieure ; M. Tenot, à Saint-Soult ; M. Levellé, à Andilly ; M. Renault, à Saint-Genis, Corrèze ; M. Pelé, à Donzenac, Côtes-du-Nord ; M. Noblot, à Saint-Euphrasie ; M. Deville, à Morsac, à Saint-Michel-de-Lanès, Aveyron ; M. Martin, à Conques ; M. Costes, à Sauveterre.

Charente : M. Amiot, à Chassemy ; M. Sauter, à Vitré, Charente-Inférieure ; M. Tenot, à Saint-Soult ; M. Levellé, à Andilly ; M. Renault, à Saint-Genis, Corrèze ; M. Pelé, à Donzenac, Côtes-du-Nord ; M. Noblot, à Saint-Euphrasie ; M. Deville, à Morsac, à Saint-Michel-de-Lanès, Aveyron ; M. Martin, à Conques ; M. Costes, à Sauveterre.

Charente : M. Amiot, à Chassemy ; M. Sauter, à Vitré, Charente-Inférieure ; M. Tenot, à Saint-Soult ; M. Levellé, à Andilly ; M. Renault, à Saint-Genis, Corrèze ; M. Pelé, à Donzenac, Côtes-du-Nord ; M. Noblot, à Saint-Euphrasie ; M. Deville, à Morsac, à Saint-Michel-de-Lanès, Aveyron ; M. Martin, à Conques ; M. Costes, à Sauveterre.

Charente : M. Amiot, à Chassemy ; M. Sauter, à Vitré, Charente-Inférieure ; M. Tenot, à Saint-Soult ; M. Levellé, à Andilly ; M. Renault, à Saint-Genis, Corrèze ; M. Pelé, à Donzenac, Côtes-du-Nord ; M. Noblot, à Saint-Euphrasie ; M. Deville, à Morsac, à Saint-Michel-de-Lanès, Aveyron ; M. Martin, à Conques ; M. Costes, à Sauveterre.

Charente : M. Amiot, à Chassemy ; M. Sauter, à Vitré, Charente-Inférieure ; M. Tenot, à Saint-Soult ; M. Levellé, à Andilly ; M. Renault, à Saint-Genis, Corrèze ; M. Pelé, à Donzenac, Côtes-du-Nord ; M. Noblot, à Saint-Euphrasie ; M. Deville, à Morsac, à Saint-Michel-de-Lanès, Aveyron ; M. Martin, à Conques ; M. Costes, à Sauveterre.

Charente : M. Amiot, à Chassemy ; M. Sauter, à Vitré, Charente-Inférieure ; M. Tenot, à Saint-Soult ; M. Levellé, à Andilly ; M. Renault, à Saint-Genis, Corrèze ; M. Pelé, à Donzenac, Côtes-du-Nord ; M. Noblot, à Saint-Euphrasie ; M. Deville, à Morsac, à Saint-Michel-de-Lanès, Aveyron ; M. Martin, à Conques ; M. Costes, à Sauveterre.

Charente : M. Amiot, à Chassemy ; M. Sauter, à Vitré, Charente-Inférieure ; M. Tenot, à Saint-Soult ; M. Levellé, à Andilly ; M. Renault, à Saint-Genis, Corrèze ; M. Pelé, à Donzenac, Côtes-du-Nord ; M. Noblot, à Saint-Euphrasie ; M. Deville, à Morsac, à Saint-Michel-de-Lanès, Aveyron ; M. Martin, à Conques ; M. Costes, à Sauveterre.

Charente : M. Amiot, à Chassemy ; M. Sauter, à Vitré, Charente-Inférieure ; M. Tenot, à Saint-Soult ; M. Levellé, à Andilly ; M. Renault, à Saint-Genis, Corrèze ; M. Pelé, à Donzenac, Côtes-du-Nord ; M. Noblot, à Saint-Euphrasie ; M. Deville, à Morsac, à Saint-Michel-de-Lanès, Aveyron ; M. Martin, à Conques ; M. Costes, à Sauveterre.

Charente : M. Amiot, à Chassemy ; M. Sauter, à Vitré, Charente-Inférieure ; M. Tenot, à Saint-Soult ; M. Levellé, à Andilly

sition de terrains miniers, sur lesquels elles créent ensuite des Compagnies filiales. Les unes sont assez puissantes pour constituer des filiales avec leurs propres ressources et, par conséquent, pour en conserver les actions jusqu'au moment où ces Compagnies approchent de la période d'exploitation et où leurs titres peuvent être présentés sur le marché à des cours élevés. Les autres font appel de suite, soit à leurs actionnaires, soit à d'autres groupes, pour la mise sur pied de leurs créations nouvelles. Enfin, certains « trusts » sont des syndicats purement financiers, ne possédant pas d'actif immobilier et se contentant de prendre des participations dans les émissions faites par d'autres, ou d'opérer sur le marché.

Cette nomenclature indique l'ordre de mérite dans lequel il convient de classer les différents « trusts ». Les plus connus sont : la *Rand Mines*, qui possède principalement les deep-levels de la première rangée, au sud des mines d'affluement les plus prospères; la *Consolidated Goldfields*, dont le vaste domaine s'étend sur la deuxième et sur la troisième rangée de deep-levels dans la section centrale du Rand; l'*East Rand*, à laquelle appartient une longueur d'environ cinq kilomètres de terrain minier dans la partie « Est » du Rand; elle a déjà trois Compagnies d'affluement en exploitation, et la superficie non encore exploitée permettra la création de deux ou trois autres Compagnies d'affluement et de plusieurs deep-levels.

Dans la même catégorie, on peut encore classer les Compagnies « à charte », telles que la *British South Africa Company*, autrement dit la *Chartered*; la *Compagnie de Mozambique*, la *South West Africa Company*. Ces Compagnies légalisent une concession, émanant des gouvernements anglais, portugais et allemand, sur d'immenses territoires au sud de l'Afrique.

Par la diversité des intérêts qu'elles possèdent, les « Trust Companies » semblent être des placements offrant moins de risques qu'une entreprise isolée. Mais, d'un autre côté, l'impossibilité où l'on est de calculer leur valeur intrinsèque d'une manière aussi précise que dans une mine laisse beaucoup de place à l'imagination, et par conséquent à la spéculation. De là, des fluctuations souvent étendues dans le cours des titres.

Henry Dupont.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

BANQUE DE FRANCE. — Bilan du 23 au 30 mars, principales variations : Augmentations : Portefeuille, 17 millions 1/2; Comptes courants particuliers, 28 millions; Comptes courants du Trésor, 20 millions 1/2; Circulation des billets, 12 millions 1/4. Diminutions : Encaisses, 8 millions 1/4. Bénéfices bruts : 445,569 francs. — Dépenses : 418,815 francs.

CHÉMIENS DE FER FRANÇAIS. — Recettes pour le 1^{er} trimestre : Augmentations : Correspondance de 1898 : Augmentations : Ouest, 7,000; Lyon, 480,000; Est, 106,000; Orléans, 224,000; Nord, 86,000; Midi, 8,000.

LES THEATRES

Vaudiville : Mme de Lavelette, pièce en cinq actes, de M. E. Moreau.

Le succès que la pièce jouée par la Vaudiville vient d'obtenir me fait grand plaisir, comme raison à une de mes luttes. Cette trinité, c'est que le public se moque fort des distinctions de genre faites par la critique, qu'il ne laisse pas proscrire un de ces genres en faveur d'un autre, enfin qu'il en est resté à l'axiome de Voltaire : « Tous les genres sont bons, hors le genre ennuyeux. » Que n'avait-on pas dit sur le genre de la comédie anecdotique et historique ! C'était chose finie, avec « monsieur Serbie ». Or, voici que la comédie historique redevient à la mode et triomphe partout où elle est bien traitée. Car c'est tout à fait une comédie historique et anecdotique qui vient de réussir brillamment. Ouvrez Larousse, le simple Larousse : il vous dira l'anecdote mise au théâtre par M. Moreau, vous donnera le nom de tous les personnages. L'auteur n'a fait que mettre en scène, que nous montrant, dans des tableaux, des faits réels. Seulement, l'histoire et l'anecdote, il y a la manière de s'en servir, comme disent les bonnes gens. Et la manière, ici, est excellente et supérieure.

Le premier acte nous introduit dans le riche intérieur du comte de Lavelette (novembre 1815). Bien que le duc de Richelieu soit ministre, qui était humain et libéral à sa façon, nous sommes en pleine Terreur blanche, le ministre ne pouvant toujours triompher de l'influence des ultras, des émigrés rentrés assoiffés de vengeance et d'une partie du clergé qui, encore que le Roi fût peu dévot et philosophe épicurien, avait gardé une rancune terrible aux bonapartistes de l'arrestation du Pape. Nous apprenons que Lavelette est menacé. En réalité, son cas est semblable à celui de Ney. Au retour de l'Elbe, il a été réoccupé sa fonction de ministre des postes et « usuré » un emploi public. Lavelette s'attend à être arrêté. Mais il ne veut pas fuir. Sa grande raison pour demeurer à Paris, c'est que sa femme est malade. Niece de l'impératrice Joséphine, Mme de Lavelette avait été mariée par ordre de Napoléon et n'aimait pas son mari, qui l'adorait. Cependant, à la voir pleine de bonté et de tendresse, elle commençait à se rapprocher de lui. Et il ne voulait pas la laisser, malade, en ce moment attendu par son amour patient. C'est alors qu'à l'instant où il allait, pourtant, se décider à gagner la frontière, Lavelette est arrêté par le préfet de police Angé.

Le second tableau nous fait assister aux angoisses des amis de Lavelette et de sa femme, pendant que le procès se juge en Cour d'assises. L'acquiescement était espéré, attendu. En tout cas, on ne craignait guère une sentence capitale. Mais le procureur du Roi — qui joue un vilain rôle dans l'affaire — l'obtient du jury en lui assurant que le Roi, heureux de voir les jurés défendre le trône, accordera la grâce de Lavelette. On vient donc annoncer la sentence à Mme de Lavelette. Mais elle compte sur le Roi pour faire grâce. Il s'agit seulement de pénétrer aux Tuileries, de voir le Roi, de lui remettre un placet.

La chose n'est pas aisée. La duchesse d'Angoulême, fille de Louis XVI guillotiné, est à la tête du parti des ultras, secondée par le clergé. Les ordres sont donnés, le jour de la condamnation de Lavelette, pour qu'aucune femme ne pénétre aux Tuileries. Mais Mme de Lavelette, à des amis, parmi lesquels le duc de Raguse, Richelieu, lui-même ne s'oppose pas à ce qu'on rappelle au Roi qu'on a engagé sa parole. Elle parvient donc dans la galerie par où doit passer Louis XVIII, pour aller à la messe. Le tableau de la Cour (et je ne parle ni du décor qui est charmant, ni des costumes qui sont superbes) est un tableau de haut intérêt. En quelques traits vifs, l'état des esprits y est présenté de la façon la plus heureuse. C'est une page piquante de

« Mémoires » qu'on nous montre sous la forme théâtrale la plus adroite. Voici le Roi qui passe. Il est de belle humeur. Le préfet de police lui a raconté un cancan dont il se délecte, et il a trouvé l'occasion de placer ses citations d'Horace. Mais voici qu'au retour de la messe tout est changé. L'accès de goutte a éclaté. Le Roi repousse Mme de Lavelette, qui a eu l'imprudence de parler de sa parole donnée. Tout ce qu'il peut faire pour elle, c'est de lui permettre d'adresser ses adieux à son mari. La duchesse d'Angoulême est plus dure encore pour cette Beauharnais, niece de Joséphine, qui a couché aux Tuileries dans le lit de Louis XVI. En vain Mme de Lavelette se jette à ses genoux, en vain elle implore le confesseur du Roi : Lavelette mourra.

Nous voici, au quatrième acte, dans la prison. Lavelette apprend, par le gardien, qu'il est condamné. Il accepte la mort avec courage, encore que la guillotine l'effraye, lui, ancien soldat qui voudrait mourir comme Ney. Il se résigne cependant, faisant une sorte de répétition de ses derniers moments qui vont venir. Il a écrit une lettre d'amour et de tendresse à sa femme. Mais, apprenant qu'on permet aux condamnés de recevoir leurs familles et ne voyant pas arriver sa femme, il déchire sa lettre, dans un accès de désespoir jaloux. Combien injuste ! Car voici Mme de Lavelette qui arrive. Elle amène sa fille et la gouvernante de celle-ci, et elle est accompagnée de Baudus, un haut fonctionnaire du cabinet de Richelieu.

Là, dans une scène pathétique, elle avoue à son mari son regret de ne pas l'avoir assez aimé. Elle l'aime aujourd'hui et vient le sauver. Pour cela, tout un plan est préparé avec l'aide de Baudus. Lavelette s'enveloppera du manteau de sa femme et passera, son mouchoir sur la figure, entre sa fille et sa gouvernante. Baudus le fera monter dans une chaise à porteurs qui a amené sa femme ; une voiture l'attendra au détour de la rue. Lavelette hésite, puis accepte. Le plan se réalise, et quand on découvre la fuite du condamné, il est déjà loin.

Le dernier acte se passe au ministère des affaires étrangères. C'est là que Lavelette se réveille chez un employé, Bresson, l'ami de Baudus. Il y resta huit mois, l'ami adossé du cabinet du duc de Richelieu, qu'il dérangeait parfois par ses promenades au-dessus de sa tête. Ici, la vérité historique s'incruste un peu aux nécessités du drame. Il paraît certain que Richelieu sut la présence de Lavelette sous son toit et ne dit rien. Mais il ne fit pas plus. Dans le drame d'aujourd'hui, Mme de Lavelette lui avoue le secret de la cachette du condamné, secret soupçonné par le préfet de police ; de plus, Lavelette vient se livrer à Richelieu, ne voulant pas perdre ses amis. Et le ministre lui-même lui ouvre la porte qui lui permettra de rejoindre le capitaine Hutchinson, un Anglais, qui lui fit passer la frontière.

Ainsi se termine, page d'histoire d'une saisissante exactitude, cette pièce intéressante au plus haut degré. La vérité y suffit à la curiosité et à l'émotion du spectateur. Mais avec quel art elle est présentée ! La peinture de la Cour de 1815 est une véritable merveille. La psychologie des caractères de Lavelette et de sa femme — la pauvre femme qui devient folle et ne mourut qu'en 1855 — est d'une belle et touchante simplicité, et la figure du Roi est dessinée d'une façon magistrale. Et puis, cette œuvre a eu la bonne fortune d'être mise en scène d'une façon parfaite. Les décors sont exquis et, ce qui est plus difficile, les scènes sont réglées d'une façon supérieure. Quant aux acteurs, tous sont à louer. M. Guity a joué son personnage de Lavelette avec beaucoup de noblesse. La réstitution du Roi Louis XVIII par M. Numès est une merveille. Il a rendu non seulement l'aspect physique du Roi, mais, en deux scènes, montré la variété de son caractère complexe, mélange de dignité et de faiblesse. M. Lérand, M. Nerlann sont excellents dans les rôles des amis dévoués de Lavelette, Baudus et Bresson. Souriant et assez canaille, M. Grand incarne le préfet de police, et M. Maury donne une grande tournure au duc de Richelieu. Quant à MM. Numa et Rambert, je doute qu'ils aient acquis des sympathies au clergé et à la magistrature... de la Restauration. Enfin, c'est Mme Réjane qui joue Mme de Lavelette. Elle y a été admirable, pathétique comme une tragédienne, avec des moyens simples et naturels, et elle a indiqué, d'une façon d'autant plus émouvante qu'elle est plus discrète, la folie finale. Les autres rôles de femme sont peu considérables, encore que formant un ensemble qui a sa valeur dramatique. Il y fait louer Mmes Cécile Caron, Henriot, Archambaud, Andral. Rien ne détonne dans l'ensemble de ce spectacle qui est tout à fait de haut goût.

Henry Fouquier.

LA SOIRÉE

Le buste de Napoléon, qu'on voyait de face dans la *Lys rouge*, se voit de profil dans *Mme de Lavelette*. On assure que lundi, à la Porte-Saint-Martin, Coquelin nous le montrera de face, de profil et de trois quarts, absolument ressemblant ! Coquelin s'est fait sculpter sa tête ! Nous verrons cela, ce sera curieux.

Aujourd'hui c'est Louis XVIII vivant que nous montre Numès, un Louis XVIII admirablement composé, nez bourbon — si l'on peut dire ! — ventre abondant, levres gourdantes et pieds gouteux. On a fait un succès à Numès à son entrée en scène, pour la composition de sa tête et la tenue du personnage. Succès aussi à Maury, en duc de Richelieu, sobre, froid, digne et benévole.

Les deux moments d'émotion intense de la soirée, c'a été d'abord la sortie de Guity au 1^{er} acte, lui seul sachant qu'il va en prison ; au 4^e, après sa sortie du cachot, les quatre minutes d'angoisse de Mme de Lavelette, l'entrée du gélier, et finalement la découverte de sa fuite dans le remue-ménage des corridors. L'acte dans la coulisse a ce moment, le regard dans la salle par un trou du décor. Je vis des bouches ouvertes et des constats. Tout à coup, autour de moi, j'entends un bruit d'enfer. C'est Pellerin, le régisseur, qui court en criant : « Arrêtez-le ! arrêtez-le ! » tapant du pied, secouant des ferrailles, donnant des ordres à des gens qui frappent des fessiers d'acier, entre-choquent des sabres avec furie. Et, devant ces gens qui ont l'air de fous échappés des préaux de Sainte-Anne, procédant avec méthode à ces bruits incohérents, je me rappelle l'impression de terreur que je ressentais à ce moment-là, avec tout le monde, à la répétition générale, terreur que ne soit repris cet excellent Guity qui vit de si près la mort.

Contraste amusant : atmosphère de succès dans la salle, pronostics favorables de centime ; dans la coulisse, presque de l'incrédulité, en tout cas de l'étonnement devant la certitude apportée par les spectateurs à l'entracte. On a eu si peu confiance en la pièce, depuis les années qu'elle attend !

— Puisse-t-elle avoir — dit un ami de l'auteur — le sort des pièces auxquelles leurs interprètes jeteront le mauvais sort ! *Le Tour du monde*, les *Deux Orphelines*, les *Cloches de Corneville* et tant d'autres !

Le mot de la soirée appartient à Alfred Cappe. Faisant allusion à l'évasion de Guity habillé en femme, il dit, en parlant des sceptiques — ou des naïfs, comme on voudra — qui discutait la vraisemblance de l'anecdote dramatique :

— Quand on leur a eu affirmé que c'était vraiment arrivé, ils n'ont plus dit que c'était impossible !

Un Monsieur de l'Orchestre.

COURRIER DES THEATRES

Ce soir vendredi saint :
Au théâtre Sarah-Bernhardt, la *Samaritaine*.

A l'Opéra-Comique :
Dès le lendemain de la première du *Cygne*, on reprendra les répétitions de *Jacotte*, le ballet en trois tableaux de MM. J.-L. Croze et Camille Saint-Saëns. Dans ce ballet, débitera Mlle Elise Santori, première danseuse étoile, engagée spécialement pour *Jacotte*, en remplacement de Mlle Brianza, qui est encore trop souffrante pour pouvoir faire ses débuts.

Mlle Santori doit prendre son service, à l'Opéra-Comique, le 40 avril. La première de *Jacotte* aura lieu au commencement de mai.

La réunion des actionnaires du théâtre du Palais-Royal, qui a eu lieu mercredi, n'a pas eu de résultat.

Une nouvelle convocation sera lancée pour le 12 avril. Ce jour-là interviendra, très probablement, une solution des questions à l'ordre du jour, dont la plus importante est celle de la désignation du successeur de M. Mussy et Boyer, qui, évidemment, se retirent.

M. Berray a, dit-on, de grandes chances d'être choisi.

Au Vaudeville :
La première matinée de *Mme de Lavelette* sera donnée le lundi de Pâques 3 avril.

A la Porte-Saint-Martin, la répétition générale de *Plus que Reine* est remise à lundi prochain et la première est fixée irrévocablement à mardi.

Le Palais-Royal, en raison du changement de date de la représentation de *Plus que Reine*, avance à demain samedi la première représentation de *Fil à la patte*, qui ne devait passer que lundi.

Au Châtelet, M. Baron, qui avait été un peu fatigué — non pas seulement par la longueur de son rôle du Roi Courtebotte, dans la *Poudre de Perlinpinpin*, mais surtout par la multiplicité des changements de costumes — avait demandé un congé de quelques jours à M. Rochard. Celui-ci le lui avait accordé bien volontiers à la fin du carême, mais avec la promesse formelle de Baron de reprendre son rôle au moment des fêtes de Pâques. L'excellent artiste en a donc profité pour aller se reposer dans le Midi. Il reprend son rôle, demain soir, sur la scène du Châtelet.

Comme nous l'avons dit, on commencera samedi, au théâtre des Folies-Dramatiques, la série des anciens opéras-comiques, avec les *Mousquetaires de la Reine*, trois actes, de Saint-Georges, musique d'Halévy, qui furent représentés à l'Opéra-Comique le 3 février 1816. Créateurs : MM. Roger, Mosker, Hermann-Lévy. On lui a fait une distribution aux Folies-Dramatiques :

Olivier d'Entraques	MM. Odé
Hector de Biron	Devaux
Capitaine Roland	Michéty
Narbonne	Michel
Rochard	Rochard
Gontaud	Ducier
Athénais de Solange	Mme Simone d'Arnaud
Mlle de Simiane	Marsilly
La grande maîtresse	Scarella

En attendant *Obéron*, dont la première représentation est retardée de quelques jours, c'est avec *l'Enfant prodige* que le Théâtre lyrique de la Renaissance passera, très joyeusement d'ailleurs, les fêtes de Pâques.

Notons un léger changement dans la distribution de l'exquise pantomime de MM. Michel Carré et André Wormser, que jouent tous si admirablement Félicia Mallet. Au lieu de M. Gouget, réclamé par M. Porel, c'est M. Bourgeois qui joue avec un très vif succès, le rôle du baron, donnant si plaisamment la réplique à Mlle Diéterle.

Le théâtre de l'Ambigu faisant relâche aujourd'hui vendredi saint, le service de troisième des *Chevaliers du Brouillard* sera reçu samedi soir.

Ajoutons que la pièce à grand spectacle d'A. d'Ennery et E. Bourget sera donnée en matinée, dimanche et lundi, à 2 heures.

Le service funèbre de M. Nicot, l'artiste regretté de l'Opéra-Comique, fixé d'abord à demain samedi, aura lieu aujourd'hui, à midi, à l'église Saint-Philippe du Roule.

Le *Sang du Calvaire*, mystère nouveau, de M. Ch. Grandmougin, a triomphé au Cercle du Luxembourg. Il y sera donné encore aux dates suivantes :

Matinées, 2 h. 1/2 précises, les lundi de Pâques 3 avril, jeudi de Pâques 6 avril, dimanche de Quasimodo 9 avril.

Soirée, à 8 h. 1/2 précises, mardi de Pâques 4 avril.

Cette œuvre a cinq tableaux. Elle est bien jouée par Mmes Gellay, Duran, Depointier, et MM. Gerval, Brunière et Gauby (de l'Odéon). On sait que le produit des représentations est affecté à des œuvres de bienfaisance et à des patronages.

D'Amiens :
« Le Conseil municipal a nommé, aujourd'hui, directeur du Théâtre d'Amiens, pour l'année 1899-1900, M. Dorfer, ex-directeur du Théâtre de La Rochelle. »

« Il a été nommé, pour une durée de deux ans, le cahier des charges qui autorise le directeur à donner une représentation par semaine à Arras. »

De Charleville :
« La farce du *Pont aux Anes*, de M. Georges Doquois, a été le grand amusement du spectacle organisé à l'occasion de la fête du lycée. La leçon, sainement gaillarde, qui se dégage de cette simple fable comique, a mis en belle joie la très nombreuse assistance. Par ce petit ouvrage de savoir forte, M. Georges Doquois — poète pourtant d'une fantaisie si indépendante — a donc mérité les purs honneurs classiques ; et nul doute que le *Pont aux Anes* ne fasse le tour des lycées et collèges de France. »

D'Alger :
« M. Massenet, apprenant le succès remporté par *Sapho* sur la scène d'Alger, vient d'adresser à M. Saugay, directeur du théâtre municipal le télégramme suivant : « Gloire à vous et à nos acclamés collaborateurs de la représentation de *Sapho* dans notre « bonne ville d'Alger. Merci à notre cher public. Merci à Mlle Marignan, au créateur « Leprestre. Merci de cœur à tous. »

De Saint-Petersbourg :
« Samedi dernier, au théâtre impérial Michel, très belle reprise, devant une salle archicomble et au bénéfice de M. Vaibel, de *Lions et renards*, d'Emile Augier. »

« Gros succès pour l'interprétation, confiée tout entière à la plupart des grands favoris du public russe. »

« A côté du bénéficiaire, très remarquable dans le baron d'Estigaud, on a applaudi :

MM. Rousselle, le charmant jeune premier, qui joue l'explorateur Champlain avec des qualités très rares et à qui son talent souple a déjà valu de si grands succès, notamment dans ses créations de l'année : *Catherine*, l'ainée, *Zaza* ; Paul Reney, très élégant dans Adhémar ; Brunette et Andrieu, parfaits tous deux dans les rôles de Prévençat et de Sainte-Agathe. Du côté des dames : succès de talent et de charme pour Mmes Dux, l'exquise comédienne ; Balletta et Malvaud.

Les grands-ducs assistaient à la représentation.

Jules Huret.

SPECTACLES & CONCERTS

A LA SCALA. — Pour ne pas surmener la critique, qui actuellement est sur les dents, M. Marchand a eu la délicate attention de la confier le même soir à deux « premières » à la fois.

L'une, celle de *Franches Lippées*, avait lieu à 9 h. 1/2, et, après avoir applaudi cette spirituelle et très amusante saynète de M. Tristan Bernard, excellentement interprétée par MM. Baidy, Max-Dearly, Mmes Dermigny et Karmouza, le nous a été donné d'entendre Yvette Guilbert, Paulette Goddard, Polaire et Fragon, pour qui tout éloge est devenu superflu.

L'autre, celle du *Vieux Marcheur de la Scala*, n'a passé qu'à 10 h. 1/2. Et jusqu'à minuit tapant ce ne fut dans toute la salle qu'un inextinguible éclat de rire. Car cette parodie de la comédie de M. H. Lavedan — une des meilleures et des plus fantasmatiques qui aient été données depuis bien longtemps — est féconde en réparties lestes et spirituelles, en situations croustillantes et folichonnes qui ont mis le public en joie.

Les auteurs, MM. Harry Blount et Fabrice Lémon, ont très fidèlement suivi pas à pas l'original. Et leur parodie a le double mérite de permettre à ceux qui ont assisté à la pièce de M. Lavedan de la revoir traitée à la blague, et à ceux qui n'ont pas eu cette bonne fortune d'en avoir un aperçu très net. Elle abonde aussi en trouvailles fort cocasses et du plus comique effet. Enfin, elle est émaillée, de-ci de-là, d'amusants couplets pour lesquels M. P. Berton a écrit une partitionnette qui a très bien réussi.

En dehors de ces multiples causes d'un succès très vif hier soir, et qui va s'accroître pendant longtemps, il me faut ici louer sans réserve l'interprétation de cette parodie, qui est absolument de premier ordre. Mlle Yvette Bertholy a fait du rôle de Luciline Dutremme, la création des plus habiles et qui comptera dans sa carrière artistique ; Mlle Elise Puget a donné beaucoup de relief au personnage de la cocotte, qu'elle a tenu avec autant de chic que de désinvolture.

De longs bravos ont salué ces deux artistes après leur tour du premier tableau.

MM. Denola, Bresson, Honoré, Marcenay, Dufresnoy ont donné à tous l'impression d'une jeune et intelligente troupe d'ensemble, se sentant bien les coudes et comme il est maintenant très rare d'en rencontrer au concert.

Avec d'aussi vaillants collaborateurs, avec un directeur aussi soucieux que l'est M. Marchand des moindres détails de la mise en scène, MM. Blount, Lémon et Lotombe étaient assurés de « marcher » au succès. Ils y marcheront jusqu'à la clôture. — UN M. DU B.

Aujourd'hui :
A la Bodinière, à 4 h. 1/2, les *Sermons de Lacordaire*, par M. Léo Claretie, trois actes, de M. de Max, de l'Odéon.

Les Folies-Bergère seront ouvertes ce soir, comme tous les ans.

Ce soir vendredi, à la Scala, dernière représentation d'Yvette Guilbert.

Au temps des grisettes ! La grippe fait des siennes. Mlle Mily Meyer étant sérieusement indisposée, nous ne pourrions aujourd'hui à la Bodinière, la troisième séance des Chansons de Grisette.

La représentation est reportée au vendredi 7 avril. Les places délivrées pour aujourd'hui seront valables pour cette date.

Une bonne nouvelle pour les amateurs de patinage. En raison des fêtes de Pâques, le Palais de Glace restera ouvert jusqu'à mardi prochain. La journée du mardi — matinée, après-midi et soirée — sera tout entière au bénéfice des professeurs qui, de leur côté, donneront, ce jour-là, le spectacle très intéressant d'exercices variés.

C'est tout à fait par erreur qu'on a annoncé que Marguerite Deval ne devait pas chanter, aux Folies-Bergères, vendredi saint. La charmante divette renonce au seul jour de repos accordé chaque année à tous les artistes, pour ne pas priver un seul soir le public d'entendre l'amusante revue de Jacques Redelsperger.

Les *Sermons de Lacordaire*, qui ont produit hier, à la Bodinière, un gros effet, lus par M. de Max, au cours de l'agréable conférence de M. Léo Claretie, seront de nouveau donnés aujourd'hui vendredi saint, à quatre heures et demie. Les mêmes sermons sur la chasteté, sur le rôle de la femme, sur la Passion, seront les conférences de Notre Dame, où tout Paris venait, il y a un demi-siècle, applaudir le fougueux Dominicain.

Le théâtre des Capucines remet à mercredi prochain la première de la *Soirée Bourgeoise*, pour la rentrée de M. Gallipaux et de Mlle Louise Bréal, et la première de la revue de MM. Oudet et de Gorsse, *Et allez donc ! C'est pas l'omerté* pour les débuts de Mlle Jeanne Sarrailh.

Ce soir, donc, et jusqu'à mardi inclus, dernières de *Grains de bon sang*, avec Mlle Odette Dulac, et du *Cambrivoleur*, de M. Tristan Bernard.

Parisiana donnera ce soir une grande soirée de gala avec Anna Thibaud, Villé-Dora, Gieret, Vilbert, B. de Castillon, les Chavot-Girier, etc., et la 4^e de la *Damoiselle de chez Maxim*, avec Jane Derval.

Même programme pour les matinales qui auront lieu dimanche et lundi de Pâques.

Le Cirque Medrano donnera ce soir, vendredi saint, une représentation exceptionnelle. Détails de la belle Wilma, des brothers Létard, d'Hélène Ajax et, prochainement, des trois Wonder's.

A l'occasion des fêtes de Pâques, le Nouveau-Cirque de la rue Saint-Honoré donnera des matinales dimanche 2, lundi 3, mardi 4, mercredi 5 et jeudi 6 avril, avec un programme tout spécial.

Dimanche prochain et le lendemain, lundi de Pâques, deux grandes matinales seront données au Casino de Paris, ainsi que chaque année. Le Casino de Paris sera ouvert ce soir ainsi que les autres soirs. Mais le programme s'augmentera d'une partie de concert.

Le Tréteau de Tabarin tient en ce moment un très gros succès pour pouvoir fermer ses portes ce soir : donc, même spectacle que les jours précédents, avec les chansons nouvelles de Fursy, Hyspa, J. Moy, Barde, Chepfer, Numa Blès, et la revue *Et allez donc !* jouée par Le Gallo, Mary Aubert, Rachel Lancy, Garnier et Girard.

Ce soir vendredi saint, le théâtre des Vignolles fera relâche. Des matinales seront données dimanche et lundi de Pâques avec l'amusant spectacle, *Gens de la Butte*, les *Babytones* et *Vignolles-Revue*.

A l'occasion des fêtes de Pâques, la Cigale donnera deux matinales, le dimanche 2 et le

lundi 3 avril, de son grand succès *Ohé Vénus !* la spirituelle pièce-féerie qui continue à attirer la foule.

Ce soir, au Moulin-Rouge, grand bal avec de multiples attractions.

A. Mercklein.

PETITES NOUVELLES

On répète en ce moment, au Grand-Guignol, *Tout, mais pas ça* ! un acte de notre confrère Max Maury.

Vient de paraître, chez l'éditeur Leduc, la *Défense de la patrie française*, mélodie de M. Charles Hess, sur des paroles de M. Marc Legrand.

Ce soir, vendredi saint, à la Gaité-Rochouart, soirée de gala aubédoise de M. Febvre, administrateur, avec le concours assuré de MM. Villé, Vauvel, Bruny, de Mmes Miette, B. de Castillon, C. Stefani, Musette, Fournier, et la troupe du concert Européen, qui interprètera : *Vieux marche à l'honneur*, le récent succès de Ch. Quinel et J. Gide.

La Vie Sportive

LE TURF

CONCOURS HIPPIQUE

Beaucoup de monde pour un jeudi saint. C'est d'un bon augure pour les jours après Pâques. On a examiné vers midi et deux heures les chevaux de la troisième classe, chevaux de cinq et six ans. Ensemble peut-être supérieur à la division d'hier, mais ne comprenant pas comme sujet de tète un animal de la silhouette du lauréat de la veille jugé digne du prix extraordinaire, battant son aîné, très jolies jument, peut-être un peu longue dans le rein et peinant par les aplombs.

Vers quatre heures les sauts d'obstacles, toujours réservés aux habits rouges. Les parcours ont été exceptionnels, comme le prouvent les six prix créés pour récompenser les promesses des cavaliers sur des montures d'un dressage impeccable.

Un cavalier, moins heureux que ses concurrents, est tombé en pleine rivière et a pris un bon bain bien complet.

Voici les résultats :

1^{er} prix, Caballero (M. Dumarcet) ; 2^e prix, London (M. de Poliakoff) ; 3^e prix, Cora (vicomte de Cholet) ; 4^e prix, Very Select (M. Simon) ; 5^e prix, Tip Top (comte L. d'Havrincourt) ; 6^e prix, Mason (M. Xavier Ricotti) ; 7^e prix, Pilot (M. Siphon) ; 8^e prix, Arthor (M. G. Bonheur) ; 9^e prix, Petit Canard (baron de Saint-Légier) ; 10^e prix, Dolly (comte Louis d'Havrincourt).

Flots : Goulet (M. Henry de Lenclos), Fancou, M. Langlois, Yvonne (marquis de Hillard), Boissandier, Gavroche (M. Jacques Bizet), Lord Byron (comte F. de Bourbon-Busset), Norah (M. Xavier Ricotti), Plantagenet (comte de Cholet), Little Bird (M. de Montvillain), Boudier (troupeau Palaminy), Oscar (M. Ch. Ed. Geynet), Zut (M. Ricard).

COURSES A SAINT-OUEN

Après-midi printanier. Quelques légères gouttes de pluie sont venues à point pour abattre la poussière. La journée s'est bien passée, avec des résultats agréables. A Chantilly, d'ailleurs, on voudrait les heures, du « Vieil adage » il en est de même pour certains chevaux, si l'on juge par les exploits de Strada et de Hareng, deux ex-pensionnaires de l'écurie Edmond Archdeacon. J'avais désigné Saldade dans le prix du Pays d'Auge et Paco dans le prix de la Normandie. Le cheval de Mme Ricotti a couru de préférence le prix du Perche, qu'il a gagné avec un rapport de 152 fr. 50 pour 40 francs. Je savais que le cheval était à merveille ; mon second favori, Turbot, a pris la seconde place.

Le Prix du Pays d'Auge, 3,000 fr., 3,600 m., a été pour Saldade, à M. A. Paccard (C. Reeves), battant Frontignan, à M. A. Poullier (Rudd), et Confetti, à M. P. Faré (C. Smith). Confetti et Frontignan ont mené, à la fin, Saldade faisait un faux, au mur, Boulard tombait. Au second tour, en face, Saldade et Frontignan se rapprochaient de Confetti et de Bajazet, qu'ils dépassaient dans le dernier tournant. Après lutte, Saldade l'emportait d'une longueur et demie sur Frontignan. Confetti, troisième à cinq longueurs, précédait de peu Balancelle et Fude.

Pari mutuel à 40 fr. : 28 fr. Placés : Saldade, 14 fr. 50 ; Frontignan, 23 fr. ; Confetti, 27 fr. 50.

Saldade a été réclamé par M. Faider pour 5,801 fr.

Le Prix du Cotentin, 4,000 fr., 2,800 m., a été pour Hareng, à M. Roger Péria (C. Reeves), battant Indien, à M. M. Marghillman (Rich.), et Fend l'Air, à M. Ch. Cunningham (R. Monk).

Vaillant II a mené très vite avec Alphonse et Provis ; Solitude, Hareng et Prymnia fermaient la marche. En face, Amadis II, Indien et Fend l'Air dépassaient le lot de tête. Hareng venait entre les tourn

SCALA YVETTE GUILBERT
LA BONNIEURE à 3 heures et à 4 h. 1/2.
Matinées-Concerts. — Le soir, Spectacle.

PARISIANA PAULUS, Anna Thibaud, Villé,
Dora, Dureau-Giraud, Villet,
Télép. 156.70. La Demoiselle de chez Maxim. Girier

THÉÂTRE 58, rue Pigalle. Tél. 136.42. Les soirs,
9 h 1/2 : Fursy, Hyspa May, et Al.
donc ! Le Gallo et Mary Aubert

LES MATHURINS 91/4, Grands de bon sang.
38, B. Capucines. Tél. 156.40. Le Cambricoleur.

LES VIGNOLETTES 9 h. VIGNOLETTES-REVUE
Cité d'Antin. 29, Tél. 248-11. Les Babyloins.

CIRQUE MEDRANO r. des Martyrs. Tél. 161.
240.65. — 8 h. 1/2. —
Attract. nouv. Matin. Dim. jeud. fêtes, à 2 h. 1/2

MOULIN-ROUGE Tous les soirs, à 8 h. 1/2.
SPECTACLE-CONCERT-BAL
Tous les Samedis, grande Fête de Nuit.

GRAND GUIGNOL rue Chapal (Tél. 228-34) — 9 h.
La Berriochonne; le Million; Amants et Prince

CIGALE 407.60. — Tous les soirs, Ohé,
Venus ! C'est la fête en 2 act. et 9 tabl.

CARILLON 43, r. Tr. d'Or. — Paul Delmet.
Tél. 256.43. — 9 h 1/2. — La Pelote.

CAITÉ-ROCHECHOUART — Tél. 406-23. — Specta-
cle-Comédie. — A 9 h. Caïté ! revue en 2 act. et
9 tabl. de M. Mougel. — M. Lise Berty, M. Maréchal.

GRANDS MAGASINS DUFAYEL Attractions variées.
LA POLE NORMALE La mer Glaciale et
LA POLE NORMALE L'au plus haut, etc., etc., etc.

GRANDE ROUE Avenue de Suffren, 74.
DE PARIS. Réouverture samedi 1^{er} avril.

TOUR EIFFEL Ouverte de 10 heures
du matin à la nuit.

BYR Maison recommandée pour ses verres en
cristal de roche. 60, Chausée d'Antin (r. Trinité).

AVIS MONDIAUX
Correspondance personnelle

AVIS
60. Jours s'allongent, tristesse, interminable, etc.

LOUER BELLEVUE près Paris.
6 chamb., salon, s. à mang., Bill.,
V. splend. 5000 fr. jardi. 100 m. dis-
c. car. et bat. 8000 fr. meub. 7000 fr. bail. 500 fr.

TERME D'AVRIL
Magasins Généraux Français
Siège social : 62, rue Saint-Lazare, Paris

GRAND GARDE-MEUBLE R. CHAMPIONNET
Conditions avantageuses
ACHATS ET VENTES. — SALLE D'EXPOSITION

C. Otto Gehrckens
fabrique de courroies
Hambourg
(Transmission à droite). Courroies demi-croisées.

MAUX DE GORGE Enrouement
sont guéris très promptement par
GARGARISME SEC WILLIAMS. 150
qui fortifie et élargit la voix des orateurs, chanteurs, etc.

PHARMACIE NORMALE 19, rue Drouot, Paris.

PHARMACIES DE FAMILLE
Médailles aux Expositions (Bronze, Argent, Vermeil, Or)

INDISPENSABLES A VOYAGER — COMPAGNE
Modèles à 25, 40, 60, 80, 100, 150 et 300 francs.

PHARMACIES DE POCHÉ ET DE CHASSE

Fonds Français

Fonds Etrangers

Sociétés de Crédit

Chemin de Fer

Actions Françaises

Actions Etrangères

Valeurs Industrielles

Valeurs Industrielles

Valeurs Industrielles

Valeurs Industrielles

Chevaux et Voitures

VOITURES NEUVES ET D'OCCASION

OFFICIERS MINISTÉRIELS

ADJUDICATIONS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

MAISON A PARIS

TERRAIN AVEC CONSTRUCTION

IMMEUBLE A Clichy

COMMISSAIRES-PRISEURS

VOYAGES ET EXCURSIONS

ALLEMAGNE

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

BAINS DE MER

OCASION

VOYAGES ET EXCURSIONS

ALLEMAGNE

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

WIESBADEN

MAISONS RECOMMANDÉES

Hygiène, Médecine, Pharmacie

IL VIT UNE ÉTOILE

PHOTOGRAPHIE

PRIME OFFERTE AUX ABONNÉS D'UN AN

LIBRAIRIE, MUSIQUE

TOUT-PARIS 1899

ANNUAIRE DE LA SOCIÉTÉ PARISIENNE

CHAÎNES RÉDUITES, POITRINE EFFACÉE

PHOTOGRAPHIE

PRIME OFFERTE AUX ABONNÉS D'UN AN

LIBRAIRIE, MUSIQUE

TOUT-PARIS 1899

ANNUAIRE DE LA SOCIÉTÉ PARISIENNE

CHAÎNES RÉDUITES, POITRINE EFFACÉE

PHOTOGRAPHIE

PRIME OFFERTE AUX ABONNÉS D'UN AN

LIBRAIRIE, MUSIQUE

TOUT-PARIS 1899

ANNUAIRE DE LA SOCIÉTÉ PARISIENNE

CHAÎNES RÉDUITES, POITRINE EFFACÉE

PHOTOGRAPHIE

PRIME OFFERTE AUX ABONNÉS D'UN AN

LIBRAIRIE, MUSIQUE

TOUT-PARIS 1899

ANNUAIRE DE LA SOCIÉTÉ PARISIENNE

CHAÎNES RÉDUITES, POITRINE EFFACÉE

PHOTOGRAPHIE

PRIME OFFERTE AUX ABONNÉS D'UN AN

LIBRAIRIE, MUSIQUE

TOUT-PARIS 1899

ANNUAIRE DE LA SOCIÉTÉ PARISIENNE

CHAÎNES RÉDUITES, POITRINE EFFACÉE

PHOTOGRAPHIE

PRIME OFFERTE AUX ABONNÉS D'UN AN

LIBRAIRIE, MUSIQUE

Objets artistiques

Parfumerie

PHOTOGRAPHIE

PRIME OFFERTE AUX ABONNÉS D'UN AN

LIBRAIRIE, MUSIQUE

TOUT-PARIS 1899

ANNUAIRE DE LA SOCIÉTÉ PARISIENNE

CHAÎNES RÉDUITES, POITRINE EFFACÉE

PHOTOGRAPHIE

PRIME OFFERTE AUX ABONNÉS D'UN AN

LIBRAIRIE, MUSIQUE

TOUT-PARIS 1899

ANNUAIRE DE LA SOCIÉTÉ PARISIENNE

CHAÎNES RÉDUITES, POITRINE EFFACÉE

PHOTOGRAPHIE

PRIME OFFERTE AUX ABONNÉS D'UN AN

LIBRAIRIE, MUSIQUE

TOUT-PARIS 1899

ANNUAIRE DE LA SOCIÉTÉ PARISIENNE

CHAÎNES RÉDUITES, POITRINE EFFACÉE

PHOTOGRAPHIE

PRIME OFFERTE AUX ABONNÉS D'UN AN

LIBRAIRIE, MUSIQUE

TOUT-PARIS 1899

ANNUAIRE DE LA SOCIÉTÉ PARISIENNE

CHAÎNES RÉDUITES, POITRINE EFFACÉE

PHOTOGRAPHIE

PRIME OFFERTE AUX ABONNÉS D'UN AN

LIBRAIRIE, MUSIQUE

TOUT-PARIS 1899

ANNUAIRE DE LA SOCIÉTÉ PARISIENNE

CHAÎNES RÉDUITES, POITRINE EFFACÉE

PHOTOGRAPHIE

PRIME OFFERTE AUX ABONNÉS D'UN AN

LIBRAIRIE, MUSIQUE

TOUT-PARIS 1899